

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DANS UNE
ALLOCUTION AU SOMMET DE L'UA SUR LE SOUDAN
**« LE DIALOGUE RESTE L'UNIQUE VOIE POLITIQUE
PERTINENTE POUR L'INSTAURATION D'UNE PAIX
DURABLE DANS LE SOUDAN DU SUD. »**

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé, dimanche, une allocution aux participants à la réunion des chefs d'Etat et de Gouvernement du Comité ad hoc de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur le Soudan du Sud (C5), tenue en marge des travaux de la 39e session ordinaire du Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UA à Addis-Abeba (Ethiopie), lue en son nom par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb.

P.16

ENTRE NOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Lundi 28 chaâbane - 16 Février 2026 - N° 1237: ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

DES EXPERTS L'ONT
AFFIRMÉ AU SOMMET DE L'UA

**L'ALGÉRIE
"HISTORIQUEMENT ET
MORALEMENT
QUALIFIÉE" POUR
CONDUIRE LES EFFORTS
DE CRIMINALISATION
DE LA COLONISATION
EN AFRIQUE**



L'Algérie est "historiquement et moralement qualifiée" pour conduire les efforts visant à criminaliser la colonisation en Afrique, au regard de son passé de résistance à la colonisation et de son rôle pivot dans le soutien aux causes de libération à travers le continent, ont affirmé des experts des affaires africaines.

P.3

RENTRÉE DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE

**Mme NESSIMA ARHAB
LANCÉ LA SESSION
DEPUIS TINDOUF ET
MET L'ACCENT SUR LES
FILIERES PORTEUSES**

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mme Nessima Arhab, a inauguré hier la rentrée officielle de la session de février 2026 depuis l'Institut national spécialisé de formation professionnelle (INSFP) Mohamed Merzougui, dans la wilaya de Tindouf.

P.2



P.3

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a accueilli, dimanche après-midi, à l'aéroport international d'Alger, le président de la République du Niger, chef de l'Etat, le Général d'Armée Abdourahmane Tiani, qui effectue une visite de fraternité et de travail en Algérie, à la tête d'une importante délégation, à l'invitation de Monsieur le président de la République.

COMMERCE EXTÉRIEUR

**UNE RÉUNION POUR CONSOLIDER LES ACQUIS DES OPÉRATEURS À
L'INTERNATIONAL**

Dimanche à Alger, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, M. Kamel Rezig, a présidé dimanche une réunion rassemblant des opérateurs économiques ayant décroché des contrats à l'export grâce à leur présence dans des foires et salons économiques organisés à l'étranger, selon un communiqué ministériel.

P.4

RENTRÉE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

MME NESSIMA ARHAB LANCE LA SESSION DEPUIS TINDOUF ET MET L'ACCENT SUR LES FILIÈRES PORTEUSES

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mme Nessima Arhab, a inauguré hier la rentrée officielle de la session de février 2026 depuis l'Institut national spécialisé de formation professionnelle (INSFP) Mohamed Merzougui, dans la wilaya de Tindouf.

Par Ikram Haou

À cette occasion, elle a présidé la signature d'une convention de partenariat entre la direction locale du secteur et plusieurs entreprises économiques. Elle a également visité la section de géologie des mines ainsi que l'atelier de topographie. Cette visite d'inspection visait à valider les installations avant le lancement officiel d'une formation en entrepreneuriat.

Pour cette session, le nombre d'inscrits sur l'ensemble du territoire national dépasse les 285 000 stagiaires et apprenants. Ces effectifs sont répartis à travers les différentes wilayas selon divers modes de formation : apprentissage, présentiel, formation à distance, cours du soir et programmes dédiés aux personnes aux besoins spécifiques.

Dépuis plusieurs années, le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels adopte une approche réformatrice axée sur le renforcement des capacités nationales. Cette stratégie mise sur l'intégration de nouvelles formations prisées sur les marchés national et international. Parmi les nouveautés de cette session figurent l'analyse de données ainsi que l'installation et la maintenance de panneaux solaires. Grâce à ces ajouts, le secteur atteint désormais plus de 400



spécialités réparties en 23 filières.

Dans cette optique, le secteur privilégié des filières prioritaires répondant aux besoins directs des employeurs, notamment l'agriculture, l'industrie, le numérique, le bâtiment et les travaux publics (BTP), le tourisme, l'hôtellerie, l'hydrologie, l'environnement et les énergies renouvelables.

Au niveau national, le réseau du secteur compte plus de 1 100 établissements de formation professionnelle, auxquels s'ajoutent plus de 18 centres d'excellence, créés en partenariat avec des opérateurs économiques dans des domaines techniques et industriels de pointe.

Pour la seule wilaya de Tindouf, 520 nouveaux inscrits ont été enregistrés et ré-

partis dans ses différents établissements. L'offre de formation locale couvre 14 filières et 61 spécialités, afin de répondre aux besoins spécifiques du marché du travail de la région. De nouvelles spécialités liées au secteur minier ont été ajoutées, notamment : topographie minière, forage, sondage, laborantin en mines et carrières, gestion des installations de traitement du minerai, concassage, extraction en carrières, ainsi qu'un agent de maintenance ferroviaire.

La ministre a clôturé sa visite de travail dans la wilaya de Tindouf par un déplacement à la mine de Gara Djebilet et à l'unité de traitement primaire du minerai de fer. Elle a également inspecté le centre de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) Mohamed-Belouzdad, situé au quartier Tindouf-Lotfi, ainsi qu'un atelier de conduite et de maintenance des engins de chantier. Enfin, Mme Arhab a lancé une session de formation au profit d'un groupe de maîtres d'apprentissage, avant de se rendre à la gare ferroviaire de la wilaya.

L'enseignement professionnel représente ainsi un enjeu stratégique majeur pour le développement économique, en permettant l'encadrement de potentiels nationaux capables de contribuer à l'amélioration du pays.

I.H

PROTECTION DE L'ENFANCE

UNE CHARTE POUR ENCADRER LE TRAITEMENT DES DROITS DE L'ENFANT DANS LES MÉDIAS

Une annonce importante a été faite dimanche par la Déléguée nationale à la protection de l'enfance, Mme Meriem Cherfi. Elle a révélé la mise en chantier d'un nouveau projet de charte destiné à régir la représentation de l'enfant dans les médias. Ce document promet d'apporter une plus-value certaine au journalisme professionnel lorsqu'il aborde les thématiques liées à l'enfance.

Par Saïd Slimani

Prenant la parole pour lancer un atelier de perfectionnement destiné aux membres du réseau des journalistes algériens pour les droits de l'enfant, Mme Cherfi a apporté des précisions. Cette rencontre, qui a pour intitulé « l'enfant et les défis des nouveaux médias », a été l'occasion de souligner que l'ONPPE travaille de concert avec le CNDH. Leur objectif commun est de finaliser ce texte qui vise à mieux vulgariser les droits des enfants et à exposer clairement les dispositifs éthiques existants.

Mme Cherfi a insisté sur le fait que ce futur document représentera un véritable enrichissement pour le métier de journaliste. Elle a également indiqué qu'une étape cruciale sera franchie sous peu avec la soumission de ce projet au ministère de la Communication pour parfaire son contenu.

Par ailleurs, la responsable a levé le voile sur la création imminente, dès le mois prochain, d'une brigade de veille

numérique. Face aux mutations sociétales et aux dérives technologiques, cette structure aura pour mission d'assurer une surveillance constante. Composée d'enquêteurs de la police et de la gendarmerie, épaulés par des experts, elle travaillera sans relâche pour détecter tout contenu en ligne susceptible de nuire aux plus jeunes.

L'actuelle session de formation, organisée en partenariat avec le ministère de la Communication et l'UNICEF, a été mise en avant. Selon Mme Cherfi, elle constitue une plateforme d'échange pour explorer les nouvelles dispositions juridiques et bénéficier de l'expertise de spécialistes.

Le ministre de la Communication, M. Zohair Bouamama, a pour sa part exprimé sa satisfaction. Il a mis en lumière le travail remarquable du réseau de journalistes, saluant les progrès accomplis dans la poursuite d'idéaux visant à protéger les droits des enfants. Leur travail contribue activement à sécuriser leur parcours de vie et à les armer pour l'avenir.

Inistant sur l'importance de la formation, le ministre a déclaré que son département en faisait une priorité. C'est, selon lui, le meilleur moyen de forger des journalistes rigoureux, attachés à la vérité et conscients que la liberté d'expression s'accompagne d'un devoir de responsabilité envers la nation et leur profession.

La représentante de l'UNICEF en Algérie, Mme Katarina Johansson, a également pris la parole. Elle a mis en exergue la collaboration continue avec

les partenaires algériens pour renforcer la sauvegarde de l'enfance. Elle a estimé que ce cycle de formation offre un espace professionnel idéal pour perfectionner les savoir-faire essentiels, consolider l'éthique et construire un paysage médiatique protecteur pour les enfants, prévenant les dangers et diffusant une culture du droit.

Étalé sur deux jours, cet événement propose divers panels et ateliers. Les discussions porteront sur de multiples aspects, comme la comparaison entre les législations nationales et internationales sur les droits de l'enfant, la situation des enfants dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord et le traitement médiatique qui en est fait. Seraient également abordés les pièges de la désinformation numérique, les enjeux d'une éducation éclairée, la déontologie journalistique appliquée à l'enfance, et enfin, l'influence des médias dans la sauvegarde de cette frange de la population.

S.S

TRANSPORT URBAIN/ SETRAM

PROLONGEMENT DES HORAIRES D'EXPLOITATION DES TRAMWAYS DURANT LE MOIS DE RAMADHAN

La société d'exploitation des Tramways SETRAM a annoncé, dimanche dans un communiqué, le prolongement des horaires de service durant le mois de Ramadhan, afin de faciliter les déplacements des citoyens à travers ce moyen de transport exploité dans sept (7) wilayas.

A Alger, le premier départ a été fixé à 06H30 à partir des stations de Ruisseau et de Dergana, tandis que le dernier départ depuis la station de Dergana est prévu à 00H00, et à 00H20 de la station de Ruisseau, et ce durant la première quinzaine du mois de Ramadhan, précise le communiqué, ajoutant qu'au cours de la seconde moitié du mois, SETRAM prolongera l'horaire de départ de la dernière rame à partir de la station de Ruisseau jusqu'à 1H20.

A Mostaganem, l'exploitation débutera à 07H00 au niveau des stations de Salamandre, Kharrouba, Nouvelle gare routière et la Gare SNTF 2, tandis que la dernière rame, depuis les stations de Salamandre et de Kharrouba est prévu à 01H00 du matin, à 1H16 à partir de la Nouvelle gare routière et à 1h30 à partir de la Gare SNTF 2.

A Sétif, la première rame démarrera à 06H30 des stations du 11 Décembre 1960 et Berchi Abid, et à 06H46 de la station d'Oussissa El Aid, ajoute le communiqué.

La dernière rame partira au niveau de la station du "11 décembre 1960" à 00h00, tandis que la dernière desserte au niveau de la station de "Barchi Abid" est prévue à 23h52, entre samedi et jeudi et à 00h00 les vendredis, et au niveau de la station

de "Oussissa El Aid" à 00h02, entre samedi et jeudi et à 23h47, les vendredi. Dans les deux wilayas de Sidi Bel-Abbès et d'Oran, le service sera assuré entre 07H00 et 00h00, selon le communiqué. Au niveau du tramway d'Ouargla, les horaires d'exploitation durant le mois de Ramadhan, seront de 06h30 à 00h00. Quant à Constantine, Setram assurera le service entre 06h00 et 23h00, selon le communiqué, qui a précisé que le temps d'attente au niveau des stations du tramway dans toutes les wilayas mentionnées, variera entre 6 et 10 minutes. Le trafic du tramway marquera une pause à la rupture du jeûne (iftar), pour une durée de 30 minutes.

RA

ALGÉRIE-NIGER

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ACCUEILLE LE PRÉSIDENT DU NIGER À L'AÉROPORT INTERNATIONAL D'ALGER

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a accueilli, dimanche après-midi, à l'aéroport international d'Alger, le président de la République du Niger, chef de l'Etat, le Général d'Armée Abdourahmane Tiani, qui effectue une visite de fraternité et de travail en Algérie, à la tête d'une importante délégation, à l'invitation de Monsieur le président de la République.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, s'est entretenu, dimanche après-midi, au salon d'honneur de l'aéroport international d'Alger, avec le président de la République du Niger, chef de l'Etat, le Général d'Armée Abdourahmane Tiani, en présence des délégations des deux pays.

Auparavant, le président de la République avait accueilli, à l'aéroport international d'Alger, le président du Niger qui effectue une visite de fraternité et de travail en Algérie, à la tête d'une

importante délégation. Les deux Présidents ont écouté les hymnes nationaux des deux pays et passé en revue des détachements des différentes Forces de l'Armée nationale populaire (ANP) qui leur ont rendu les honneurs.

Le président du Niger a salué, par la suite, de hauts responsables de l'Etat.

Le président de la République a salué, de son côté, les membres de la délégation de haut niveau accompagnant le président du Niger.

RA/APS



DES EXPERTS L'ONT AFFIRMÉ AU SOMMET DE L'UA L'ALGÉRIE "HISTORIQUEMENT ET MORALEMENT QUALIFIÉE" POUR CONDUIRE LES EFFORTS DE CRIMINALISATION DE LA COLONISATION EN AFRIQUE

L'Algérie est "historiquement et moralement qualifiée" pour conduire les efforts visant à criminaliser la colonisation en Afrique, au regard de son passé de résistance à la colonisation et de son rôle pivot dans le soutien aux causes de libération à travers le continent, ont affirmé des experts des affaires africaines.

Dans ce cadre, l'expert éthiopien en affaires africaines, Moussa Shiko, a indiqué dans une déclaration à l'APS que la question de la criminalisation de la colonisation "n'est plus une simple thématique récurrente abordée lors des sommets de l'Union africaine (UA), mais s'est transformée ces dernières années en un véritable agenda débattu avec davantage de sérieux, sous l'impulsion de pays influents, au premier rang desquels l'Algérie".

L'orientation actuelle vise à "imputer au colonialisme la responsabilité historique des souffrances endurées par le continent et à revendiquer des réparations matérielles et morales", a-t-il ajouté.

Compte tenu de son poids continental et des épreuves qu'elle a subies sous le joug colonial, l'Algérie "dispose de la légitimité historique et morale pour mener ce processus", a soutenu l'expert citant no-

tamment l'initiative d'organiser une conférence internationale sur la criminalisation de la colonisation, une démarche qui reflète son engagement concret à traduire cette orientation sur le terrain.

Il a également souligné que l'Algérie jouit d'une grande confiance au sein des instances de l'UA, ce qui renforce sa capacité à promouvoir l'adoption d'une position africaine unifiée, notamment dans un contexte marqué par la persistance d'ingérences extérieures entravant la mise en œuvre de nombreuses décisions et agendas stratégiques du continent.

De son côté, l'expert soudanais Mekki Elmoghrabi estime que l'Algérie est "historiquement et moralement qualifiée pour mener les efforts de criminalisation du colonialisme", au regard de son expérience de lutte et des lourds sacrifices consentis pour l'indépendance",

soulignant que l'unification des rangs africains en faveur de cette initiative est à même de garantir son succès en dépit des défis.

Les deux experts ont été unanimes à considérer que la dynamique portée par l'Algérie au sein de l'UA traduit une volonté politique croissante visant à réhabiliter la mémoire historique du continent à adresser un message clair: l'avenir de l'Afrique passe par l'effacement des séquelles du colonialisme et la lutte contre ses nouvelles formes.

L'UA a adopté, au dernier jour des travaux de son 39e Sommet à Addis-Abeba, la "Déclaration d'Algier" sur les crimes coloniaux en Afrique, en tant que contribution à l'effort continental visant à criminaliser le colonialisme et exiger des réparations, tout en consacrant le 30 novembre "Journée africaine" en hommage aux martyrs africains et aux victimes de la traite transatlantique des esclaves, du colonialisme et de l'apartheid.

A cet titre, l'organisation continentale a exprimé sa reconnaissance au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour cette initiative.

La "Déclaration d'Algier" appelle les anciennes puissances coloniales à "assumer pleinement leurs responsabilités historiques à travers la reconnaissance publique et explicite des injustices commises" et à mettre en place une plateforme africaine pour la justice environnementale, chargée d'identifier les zones affectées, d'évaluer les dommages, d'accompagner les Etats concernés et de formuler des recommandations continentales pour la réhabilitation et l'indemnisation.

RA

RENCONTRE À ALGER DES JEUNES AMBASSADEURS DE LA MÉMOIRE NATIONALE

LES TECHNOLOGIES MODERNES NÉCESSAIRES POUR PRÉSERVER LA MÉMOIRE

Le ministre des Moudjahidines et des Ayants-droit, M. Abdelmalek Tacherift et le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, M. Mustapha Hidaoui ont présidé, dimanche à Alger, le lancement des travaux de la rencontre "Jeunes ambassadeurs de la mémoire nationale", au cours de laquelle l'importance de l'utilisation des technologies modernes pour préserver la mémoire nationale et valoriser le patrimoine historique a été soulignée.

Lors de cette rencontre intitulée "Vers l'exploitation de l'intelligence artificielle et des médias pour commémorer la mémoire nationale", organisée dans le cadre de la Journée nationale du Chahid (18 février), M. Tacherift a précisé que cette rencontre consacre une profonde prise de conscience des évolutions de l'époque et du fait que la mémoire s'est aujourd'hui transformée en un contenu numérique façonnant la conscience des nations dans le cyberspace.

Dans ce contexte, le secteur œuvre à "soutenir toutes les initiatives sérieuses visant à transformer les valeurs de notre glorieuse mémoire en expériences interactives

s'adressant aux jeunes, afin de consacrer la souveraineté historique numérique", et ce "pour faire face à toutes les tentatives vaines visant la déformation de notre histoire dans l'espace numérique", a-t-il poursuivi.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à "préserver la mémoire nationale et renforcer la transformation numérique que connaît l'Algérie victorieuse dans tous les domaines", ajoute M. Tacherift.

Pour sa part, M. Hidaoui a salué les initiatives engagées en matière

de préservation de la mémoire nationale, mettant en exergue le rôle pivot de la jeunesse dans ce processus, tout en soulignant la détermination de son secteur à "apporter une valeur ajoutée dans la commémoration des hauts faits des chouhada et des moudjahidines et dans l'ancrage des valeurs d'appartenance et de loyauté à leur égard".

Dans le cadre du renforcement du rôle des jeunes dans la protection de la mémoire nationale et l'ancrage de leur conscience historique, le ministre a annoncé le lancement, après l'Aïd el-Fitr, de l'initiative "Train de la mémoire", qui partira d'Alger en direction de Gara Djebilet, avec des escales dans plu-

sieurs sites historiques pour rencontrer et échanger avec de nombreux moudjahidines.

Dans ce sillage, M. Hidaoui a fait savoir que la deuxième édition des ambassadeurs de la mémoire nationale, sera lancée le 8 mai prochain, à l'occasion de la Journée nationale de la Mémoire.

Par ailleurs, il a relevé que les camps d'été organisés par le ministère, du 24 juin au 7 septembre prochains dans 14 wilayas, seront consacrés au thème de la mémoire nationale.

RA

COMMERCE EXTÉRIEUR

UNE RÉUNION POUR CONSOLIDER LES ACQUIS DES OPÉRATEURS À L'INTERNATIONAL

Dimanche à Alger, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, M. Kamel Rezig, a présidé dimanche une réunion rassemblant des opérateurs économiques ayant décroché des contrats à l'export grâce à leur présence dans des foires et salons économiques organisés à l'étranger, selon un communiqué ministériel.

Par Youcef Hamidi

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du suivi des retombées de la participation algérienne aux événements économiques internationaux et de la mise en valeur des efforts fournis par les entreprises pour pénétrer les marchés mondiaux, dans un contexte marqué par la volonté d'accroître la visibilité des produits nationaux à l'international, notamment en dehors du secteur des hydrocarbures, précise la même source.

Au cours de cette rencontre, les participants ont présenté au ministre des exposés détaillant la nature des accords conclus, les perspectives d'expansion des exportations, ainsi que les contraintes rencontrées en matière de logistique, de transport et de procédures réglementaires encadrant les opérations d'exportation.

À cette occasion, M. Rezig a assuré que son département s'emploie à soutenir les exportateurs et à leur offrir les facilités requises, conformément aux orientations des hautes au-

torités du pays visant la diversification de l'économie nationale, la promotion des exportations et l'amélioration de la compétitivité des produits locaux sur les marchés extérieurs.

Il a par ailleurs souligné la nécessité d'exploiter pleinement les foires et manifestations économiques internationales comme des instruments permettant de conquérir de nouveaux débouchés et de nouer des partenariats commerciaux, rappelant le rôle central des opérateurs dans la mise en œuvre de la stratégie de l'Etat des-

tinée à faire de l'exportation un moteur clé de la croissance économique.

La rencontre a également porté sur la préparation d'un programme de participation aux foires internationales prévues cette année, avec pour objectif de consolider la position des produits et services algériens à l'étranger et d'ouvrir de nouvelles opportunités aux opérateurs économiques.

Y.H

COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE

MM. ARKAB ET ADJAL REÇOIVENT LE MINISTRE MAURITANIEN DE L'ENERGIE ET DU PÉTROLE

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, et le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjali, ont reçu, dimanche, le ministre mauritanien de l'Energie et du Pétrole, Mohamed Ould Khaled, en visite officielle en Algérie, indique un communiqué du ministère des Hydrocarbures et des Mines.

La rencontre s'est déroulée au siège du ministère, en présence de l'ambassadeur de Mauritanie en Algérie, du PDG du groupe Sonatrach, M. Nour Eddine Daoudi, du directeur de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), Samir Bakhti, du PDG par intérim de Sonelgaz, Rachid Abdessamed, et du PDG de Naftal, M. Djamel Cherdoud, ainsi que des cadres des deux ministères.

Lors de la rencontre, le ministre mauritanien de l'Energie et du Pétrole était accompagné d'une délégation de haut niveau comprenant les dirigeants de grandes sociétés mauritanienes activant dans le secteur de l'énergie, telles que la Société mauritanienne des hydrocarbures (SMH), la Société mauritanienne d'électricité (SOMELEC) et la Société mauritanienne des industries de raffinage (SOMIR), ainsi que plusieurs cadres du ministère.

Cette visite s'inscrit dans le cadre de "la dynamique renouvelée marquant la coopération algéro-mauritanienne, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à consolider les partenariats africains et à renforcer la coopération Sud-Sud, notamment dans les secteurs stratégiques à impact direct sur le développement socioéconomique", selon le communiqué.

Au cours de la rencontre élargie ayant regroupé les membres des deux délégations, les deux parties ont passé en revue le bilan de la coopération bilatérale et les perspectives de son renforcement, notamment dans les domaines de

l'énergie, des hydrocarbures, de la formation, et de l'échange d'expertises en matière de dessalement de l'eau de mer conformément aux aspirations des deux pays à renforcer l'intégration économique et à réaliser les intérêts communs, ajoute la même source.

A cette occasion, M. Arkab a réaffirmé la disposition de l'Algérie à renforcer sa présence en tant que "partenaire stratégique" de la Mauritanie dans le développement de ses ressources pétrolières et gazières, à travers le soutien aux projets d'exploration et de production, et l'encouragement des investissements communs, notamment via le groupe Sonatrach et ses filiales, qui tient des concertations avancées avec son homologue mauritanien dans les différentes étapes de la chaîne de valeur, allant de l'exploration au transport, à la transformation et aux services pétroliers.

Il a également souligné l'importance de valoriser les ressources minières, notamment le phosphate, et de renforcer la coopération dans la production des engrains, en sus d'intensifier les programmes de formation et de transfert des connaissances techniques au profit des compétences mauritanienes, à travers les instituts de formations relevant du secteur, dont l'Institut algérien du pétrole (IAP) et Sonatrach management Academy (SMA), à même de consolider un partenariat fondé sur le renforcement des capacités et la création d'une valeur ajoutée pérenne.

De son côté, M. Adjali a souligné l'importance d'élargir la coopération dans les domaines de la production, du transport et de la distribution de l'électricité, outre le renforcement des capacités d'échange électrique, et l'examen des opportunités d'investissement conjoint dans des projets d'énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire et photovoltaïque, en phase avec les transitions énergétiques, et renforçant la sécurité énergétique dans les deux pays.

Il a, en outre, indiqué la disponibilité de l'Algérie, à travers le groupe Sonelgaz, à accompagner la partie mauritanienne dans le développement des infrastructures électriques, à fournir un appui technique dans les domaines des études d'ingénierie, de la réalisation des projets et de la maintenance des réseaux, ainsi qu'à recourir aux énergies propres pour soutenir le développement local, selon le communiqué.

De son côté, le ministre mauritanien de l'énergie et du pétrole a affirmé que cette visite reflète "la solidité des relations de fraternité et de coopération" unissant l'Algérie et la Mauritanie, saluant "l'expertise pionnière de l'Algérie dans les domaines des hydrocarbures, des mines et de l'énergie".

Il a exprimé la volonté de son pays de tirer profit de l'expérience algérienne, notamment à travers le développement de partenariats techniques et d'investissement, en sus du renforcement des programmes de formation et de développement des compétences, à même de soutenir les efforts de la Mauritanie pour développer ses ressources naturelles et réaliser un développement durable au service des intérêts des deux peuples frères.

Au terme de la rencontre, MM. Arkab et Adjali ont réaffirmé "l'engagement de l'Algérie à renforcer ses relations fraternelles et stratégiques avec la Mauritanie dans les domaines de l'énergie, des hydrocarbures et des mines, ainsi qu'à œuvrer conjointement à l'activation des mémorandums d'entente et des accords conclus, et à les traduire en projets concrets à impact économique et de développement, contribuant ainsi au soutien de la stabilité énergétique et au renforcement de l'intégration régionale en Afrique du Nord et dans la région du sahel, selon le communiqué.

RE

TOURISME ET ARTISANAT

MEDDAHI INAUGURE À BÉJAÏA PLUSIEURS INFRASTRUCTURES TOURISTIQUES ET INSPECTE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houaria Meddahi, a procédé, samedi à Bejaïa, à l'inauguration de plusieurs infrastructures touristiques et à l'inspection de projets d'investissement relevant du secteur, à travers plusieurs communes.

Au cours d'une visite de travail et d'inspection, effectuée en compagnie du wali de Bejaïa, Kamel-Eddine Kerbouche, la ministre a inauguré trois (3) hôtels dans les communes d'El Kseur et de Bejaïa, et posé la première pierre du projet d'extension de l'hôtel les Hammadites de Tichy.

Elle a également inspecté plusieurs projets d'investissement privés dans les communes de Souk El Tenine et Melbou (Est de la wilaya).

Dans une déclaration à la presse à l'issue de la visite, Mme Meddahi a indiqué que la livraison de ces projets, dont l'achèvement est prévu durant l'année en cours, permettra de renforcer le parc hôtelier de la wilaya et d'augmenter ses capacités d'accueil, contribuant ainsi à instaurer une dynamique concurrentielle, tout en générant de nouveaux emplois.

La ministre a, en outre, insisté sur la nécessité

de livrer les projets dans les délais impartis, soulignant l'importance du recours à une main-d'œuvre qualifiée pour garantir la qualité des prestations, ainsi que l'utilisation de matériaux et d'équipements de fabrication nationale, en évitant le recours à l'importation.

Elle a également souligné l'importance de l'adoption des nouvelles technologies de l'information et de la communication, à travers la numérisation des mécanismes de commercialisation, d'exposition, de réservation et de paiement électronique, afin de "renforcer la compétitivité des établissements hôteliers et d'améliorer la qualité des services fournis".

Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la politique de l'Etat visant la numérisation des différents secteurs, notamment celui du tourisme, a-t-elle indiqué.

La ministre a insisté sur la nécessité de veiller à des niveaux de prix conformes à la politique de l'Etat en matière de soutien au tourisme interne, tout en garantissant des prestations accessibles aux familles algériennes.

Elle a, par ailleurs, fait savoir que la wilaya de Bejaïa compte 10 zones d'expansion touristique (ZET), dont les plans d'aménagement touristique ont été finalisés et étudiés. Ces plans permettront de mettre à disposition des assiettes foncières touristiques répondant aux normes et critères fixés par l'Etat, en vue d'encourager l'investissement dans le secteur, a-t-elle ajouté.

Dans le cadre des préparatifs de la saison estivale, la ministre du Tourisme et de l'Artisanat s'est enquis des travaux d'aménagement des plages, engagés par les autorités locales dans la commune de Souk El Tenine, pour lesquels une enveloppe de 56 millions de DA a été dégagée sur le budget de la wilaya.

Elle a également fait état de l'affectation d'une enveloppe de plus de 13 millions DA, dans le cadre d'une opération centralisée, à la réalisation d'études relatives à la réhabilitation de neuf (9) plages à travers les communes de Beni Ksila, Bejaïa et Aokas, en vue de réunir toutes les conditions nécessaires pour l'accueil des estivants.

RE

ORAN

L'UNIVERSITÉ S'OUVRE AUX INSTITUTIONS LÉGISLATIVES

Dimanche, l'Université d'Oran 2 « Mohamed Benahmed » a accueilli le lancement d'une opération de découverte consacrée aux ressources documentaires de l'institution parlementaire. Cette manifestation a pour objectif de valoriser les principes démocratiques, de fluidifier les échanges avec le monde académique et de révéler la richesse des collections de cette structure.

Par Kahina Baghdad

L'inauguration, préparée par la Faculté de droit et des sciences politiques en partenariat avec l'Assemblée populaire nationale (APN), a vu la participation d'émissaires de cette autorité législative, de jeunes membres du Parlement de l'enfant, du chef de l'établissement universitaire, Ahmed Chalal, du conseiller auprès de la Cour constitutionnelle Oussoukine Abdelhafid, sans oublier une foule d'enseignants, de chercheurs et d'étudiants.

Intervenant lors de ce rendez-vous, la parlementaire Maria Amraoui, venue au nom du président de l'APN, Brahim Boughali, a insisté sur la volonté de tisser des liens solides entre le pouvoir législatif et le milieu universitaire



algérien. Elle a souligné l'importance d'ancrer une tradition d'ouverture institutionnelle en phase avec les dimensions politique, économique, sociale et culturelle.

Elle a qualifié l'université de « collaboratrice indispensable dans l'éducation des consciences et l'avancée du savoir », précisant qu'elle représente « un levier fondamental pour l'éducation de jeunes générations conscientes de leur devoir civique et national ».

Mme Amraoui a, par ailleurs, souligné la mission cruciale de l'université quant à « la création,

l'évolution et l'application des connaissances au profit de la collectivité ». Ce travail, selon elle, « permet de forger des esprits d'élite aptes à déchiffrer les mutations politiques, à saisir les défis nationaux et internationaux, et à s'investir intelligemment dans la sphère publique ».

Ces journées constituent une chance pour le public universitaire d'appréhender les fonctions constitutionnelles de l'APN, participant ainsi à la propagation de la culture parlementaire. Elles s'inscrivent aussi, d'après la députée, dans une

dynamique visant à connecter la théorie académique et l'exercice parlementaire pour les besoins de la recherche.

La bibliothèque de l'APN, a-t-elle poursuivi, possède une collection hétéroclite riche d'environ 37 105 ouvrages en arabe et en langues étrangères. Elle constitue un pilier pour l'investigation scientifique, grâce aux documents spécialisés qu'elle offre dans des champs comme le politique, le juridique, l'économique ou encore l'historique.

Le programme, étalé sur deux journées, prévoit des interventions des députés Ahmed Benaïssa, Hicham Benhaddad et Maria Amraoui, ainsi que de Smaïl Kadir, responsable au sein de l'APN. Leurs propos traiteront de la position du Parlement au sein de la Constitution algérienne.

Le professeur Allem Benaouda, de l'Université d'Oran 2, animera également un exposé sur la contribution de l'institution parlementaire à l'expansion et la valorisation de la conscience juridique dans les facultés algériennes.

En marge des débats, une exposition dédiée à la bibliothèque parlementaire est proposée. Celle-ci dévoile une sélection d'écrits sur le droit constitutionnel, un répertoire bibliographique retracant l'histoire nationale, des archives issues de rencontres parlementaires, diverses éditions du Journal officiel, des analyses critiques d'ouvrages, ainsi que des clichés immortalisant des moments forts de la vie de l'APN.

K.B

CONSTANTINE

L'ONCOLOGIE AU CŒUR D'UN NOUVEAU CYCLE D'APPRENTISSAGE POUR GÉNÉRALISTES

Le centre hospitalo-universitaire Dr. Benbadis de Constantine s'apprête à lancer prochainement un dispositif de perfectionnement destiné à ses médecins généralistes dans le domaine de l'oncologie médicale. L'information a été communiquée dimanche par le premier responsable de l'établissement, Kaci Kaci.

Dans le sillage des actions prévues pour l'année 2026 par les équipes de cette institution sanitaire, plusieurs rencontres pédagogiques seront organisées à l'intention des praticiens exerçant dans les différents services du CHU et

impliqués dans le suivi des personnes souffrant de cancer. Le directeur s'est exprimé en marge des commémorations liées à la journée mondiale dédiée au cancer pédiatrique, qui a lieu chaque 15 février. Le responsable a précisé que ces rendez-vous comporteront des séances d'échanges autour des progrès thérapeutiques contre les tumeurs, des fondamentaux du traitement et des parcours dédiés aux malades, notamment en pédiatrie. Cette initiative ambitionne de renforcer la mise à niveau des connaissances des personnels, d'améliorer la pertinence des prescriptions, de

relancer les travaux de recherche dans cette spécialité et de favoriser un partage d'expertise entre les différents acteurs présents.

L'encadrement de cette action sera assuré par des spécialistes aguerris aux techniques de radiothérapie et de chimiothérapie. Les généralistes participants pourront ainsi acquérir une meilleure maîtrise des approches récentes liées à la détection et à l'accompagnement des patients atteints de pathologies cancéreuses, selon les informations fournies.

K.B

EL-BAYADH

SESSION DE FORMATION AU PROFIT DE 50 CHEFS SCOUTS

Cinquante chefs scouts relevant du commissariat de wilaya des Scouts Musulmans Algériens (SMA) d'El-Bayadh ont pris part à une session de formation organisée récemment en vue de promouvoir et de renforcer les compétences scouts, a-t-on appris dimanche auprès de cette organisation.

Le commissaire de wilaya des SMA, Djamel Yamani, a indiqué à l'APS que cette session, initiée par le commissariat local, s'est déroulée durant trois jours, du 12 au 14 février courant, avec la participation de 50 encadreurs représentant 15 groupes scouts.

Le programme comprenait plusieurs ateliers et thématiques axés sur le renforcement des capacités pédagogiques et organisationnelles des chefs scouts, ainsi que sur l'amélioration des mécanismes de communication entre les encadreurs et les différents groupes.

Placée sous le slogan « Ardeur

scoute, message national », cette session a été baptisée du nom du défunt chef scout Bouziane Djelouli. Elle s'inscrit dans le cadre des efforts visant à éléver le niveau des encadreurs et à contribuer à la formation de citoyens responsables, au service de la société et de la patrie. S'agissant des préparatifs du mois sacré de Ramadhan, le commissariat de wilaya des SMA a élaboré un programme diversifié prévoyant l'organisation de concours religieux et culturels, des actions caritatives et de solidarité, ainsi que la participation à l'encadrement des restaurants d'iftar destinés aux voyageurs, entre autres initiatives programmées durant ce mois.

Le commissariat de wilaya d'El-Bayadh des Scouts Musulmans Algériens compte plus de 1 000 adhérents, garçons et filles, répartis à travers 25 groupes à travers les communes de la wilaya, selon la même source.

R.R

BOUIRA

LA SONELGAZ MODERNISE L'ALIMENTATION ÉLECTRIQUE

La direction locale de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) a indiqué dimanche avoir finalisé un ensemble d'opérations destinées à consolider le système électrique dans différentes localités de la wilaya de Bouira. L'investissement total pour ces travaux s'élève à 260 millions de dinars.

Mme Widad Benyoucef, cadre au sein de cette direction, a précisé que ces aménagements, financés par les ressources propres de l'établissement, visent à pérenniser la fourniture d'énergie et à en éléver la fiabilité sur l'ensemble du territoire concerné. L'objectif est de garantir une distribution interrompue et de meilleure facture.

Selon les précisions apportées par la responsable, les réalisations comprennent l'installation de onze postes de transformation et le déploiement de 21 kilomètres de lignes, tant en basse qu'en moyenne tension.

Ces infrastructures ont été raccordées et mises en fonctionnement dans plusieurs communes de la région. Parmi elles figurent Lakhdaria, Aghbalou, Kadiria, M'Chedallah, El Adjiba, Maâmoura, Ath Laksar, Chorfa, Souk Lakhmis, Ath Laâziz, Ain Bessem, El Hakimia, Bir Ghbalou et Bouderbala.

Avec ces équipements supplémentaires, la direction de distribution entend offrir à ses usagers une desserte nettement améliorée. Cette montée en puissance du réseau permettra aux habitants d'aborder le mois sacré de Ramadhan 2026 dans des conditions optimales, sans craindre de perturbations dans l'approvisionnement en électricité.

R.R

PÉTROLE

PETROBRAS REFAIT SURFACE SUR LES CÔTES AFRICAINES

Longtemps restée en retrait sur la scène pétrolière africaine, la compagnie brésilienne Petrobras opère un retour remarqué. Accablée par un endettement massif et profondément ébranlée par l'affaire "Lava Jato", l'entreprise d'État avait fait le choix de se replier sur ses actifs brésiliens les plus lucratifs, notamment ceux du pré-sal, abandonnant temporairement ses possessions africaines à leur sort. Cependant, depuis deux ans, les initiatives se succèdent.

Par Nawal Bordji

De l'Angola à la Namibie, en passant par la Côte d'Ivoire, le pays renait sur le rivage atlantique du continent, porté par des ambitions désormais clairement affichées par sa direction. Une récente annonce, début février, a confirmé cette tendance : un accord a été trouvé pour l'acquisition d'une part de 42,5 % dans un bloc maritime namibien. En attente du feu vert des autorités locales, cette opération symbolise une nouvelle étape dans la reconquête progressive de positions sur le sol africain par le géant sud-américain. Ce projet namibien, qui concerne une zone de près de 11 000 kilomètres carrés située dans un bassin ayant récemment révélé un fort potentiel exploratoire, se concrétise grâce à une alliance avec le groupe français TotalEnergies. Les deux partenaires y détiennent des parts équivalentes, acquises auprès de Eight Offshore Investment et Maravilla Oil & Gas.

Magda Chambrillard, à la tête de Petrobras, justifie ce mouvement par une stratégie de long terme visant à



garantir le renouvellement des réserves d'hydrocarbures. Selon elle, l'entreprise a soigneusement sélectionné des régions prometteuses, et cette collaboration signe son retour en Namibie, un élément clé pour sa conquête de nouveaux espaces. Ce n'est pas une initiative isolée. Depuis plusieurs mois, le groupe brésilien multiplie les implantations. En décembre 2023, il s'est offert des parts dans trois permis à São Tomé-et-Príncipe, via un processus mené avec Shell. Il y a renforcé sa présence en 2025. En octobre 2024, c'est en Afrique du Sud qu'il a obtenu 10 % d'un bloc en eaux profondes, dans une zone explorée par TotalEnergies, Shell et Galp.

Sylvia Anjos, directrice de l'exploration et de la production, souligne l'analogie géologique entre les bassins sédimentaires brésiliens et la côte ouest-africaine, un atout majeur qui guide leurs pas, de l'Afrique du Sud à la Namibie. Par ailleurs, des protocoles ont été signés en Angola, un intérêt a été manifesté pour neuf

blocs ivoiriens, et des pourparlers exploratoires sont en cours avec le Nigeria pour un retour en eaux profondes. Ce dynamisme contraste avec la période précédente. Au milieu des années 2010, Petrobras s'était engagé dans une cure de désinvestissement massive. Cédant ses actifs en Angola, en Libye, en Tanzanie, elle avait finalement quitté le Nigeria en 2020, vendant ses parts dans trois grands champs pour 1,45 milliard de dollars au canadien Africa Oil Corp. Ce repli était la conséquence d'une tempête parfaite : le scandale Lava Jato, qui a révélé un vaste système de corruption, et l'effondrement des cours du brut, tombé sous les 30 dollars en 2016. L'entreprise, exsangue et surendettée, n'avait alors d'autre choix que de se recentrer sur l'essentiel pour survivre. Aujourd'hui, la situation est radicalement différente. L'assainissement financier est à l'œuvre, la dette a été réduite, et le groupe a récemment dévoilé un plan d'investissement quinquennal colossal de

109 milliards de dollars. Fort de l'expérience acquise sur le continent, il y revient donc naturellement, porté par l'intérêt renouvelé des majors pour l'offshore profond africain. Pour les pays hôtes, l'arrivée d'un spécialiste des eaux profondes constitue un gage de crédibilité technique. Pour Petrobras, il s'agit bien plus que d'une simple diversification. Anticipant une possible baisse de sa production après 2030, la sécurisation de nouvelles réserves devient une priorité existentielle. Avec des réserves prouvées de 11,4 milliards de barils fin 2024 et une production de 3 millions de barils par jour, l'enjeu est de taille pour maintenir son rang parmi les leaders mondiaux et son rôle moteur dans l'économie brésilienne. Cependant, ces paris exploratoires, lourds d'investissements et d'incertitudes, devront aussi composer avec un contexte réglementaire et les impératifs de la transition énergétique.

N.B

POUR BRISER LA DÉPENDANCE ALIMENTAIRE LE GHANA VEUT RESSUSCITER SA FILIÈRE AVICOLE EN CRISE

Au Ghana, la viande de volaille représente un marché clé mais profondément déséquilibré. Le pays, considéré comme l'un des principaux points d'entrée ouest-africains pour le poulet importé, couvre près de 80 % de ses besoins par des achats à l'étranger. Cette dépendance persistante fragilise l'économie locale et met sous pression les éleveurs nationaux. Conscients de l'urgence, les acteurs de la filière tentent aujourd'hui d'inverser la tendance et de redonner un souffle durable à une production en difficulté depuis plusieurs décennies.

Un mouvement structuré a récemment été engagé afin de jeter les bases d'un redressement. Les autorités ont mandaté un cabinet d'expertise pour concevoir un plan stratégique entièrement dédié à la reconstruction de l'aviculture nationale. Ce chantier, mené conjointement avec Agri Impact Limited, spécialiste du conseil agro-industriel, et la Mastercard Foundation, doit aboutir à une feuille de route détaillée. L'objectif affiché est clair : bâtir une industrie plus solide, capable de rivaliser avec les produits importés et d'assurer une plus grande autosuffisance alimentaire.

Le futur schéma directeur entend agir à plusieurs niveaux. Il s'agira d'augmenter les volumes de production, de stimuler la compétitivité des exploitations locales et de favoriser la création d'emplois tout au long de la chaîne de valeur, de l'élevage à la distribution. Les pouvoirs publics espèrent également attirer davantage d'investissements, qu'ils soient privés ou publics, afin de moderniser les infrastructures et d'améliorer l'efficacité logistique. La rédaction de ce document stratégique, qui prévoit des consultations approfondies avec les producteurs et transformateurs des régions septentrionales, centrales et méridionales du pays, devrait s'achever en 2026.

Cette volonté de relance intervient dans un

contexte préoccupant. Dans les années 1980 et 1990, la filière avicole ghanéenne satisfaisait jusqu'à 80 % de la demande intérieure en poulet. Aujourd'hui, la situation est radicalement différente. Selon les données publiées par le United States Department of Agriculture (USDA), la production nationale de viande de volaille atteignait environ 60 000 tonnes en 2023, alors que la consommation totale avoisinait 330 000 tonnes. La part locale ne représente ainsi plus qu'environ 18 % des besoins du marché, illustrant l'ampleur du recul.

Les causes de cette érosion sont multiples et profondément enracinées. Les éleveurs font face à des coûts élevés pour l'alimentation animale, composante majeure des charges d'exploitation. L'accès limité aux poussins d'un jour complique par ailleurs la planification et l'expansion des élevages. À cela s'ajoute un manque d'infrastructures adaptées : couvoirs modernes, unités de production d'aliments, abattoirs performants et capacités de stockage frigorifique restent insuffisants. Ce déficit structurel freine l'industrialisation de la filière et réduit sa capacité à répondre efficacement à la demande nationale.

Des experts du secteur estiment en outre que le pays n'exploite qu'une fraction de son potentiel d'investissement. Une meilleure intégration des technologies pourrait transformer en profondeur la gestion des exploitations. L'usage d'outils numériques, de systèmes de suivi sanitaire à distance ou encore de solutions de collecte et d'analyse de données permettrait d'optimiser les rendements, de réduire les pertes et d'améliorer la traçabilité des produits. L'innovation apparaît ainsi comme un levier central pour restaurer la compétitivité des producteurs locaux face aux importations à bas coût.

Dans cette perspective de transformation, le gouvernement a lancé en février 2025 un

programme de soutien baptisé « Poultry Farm to the Table Programme ».

Ce dispositif ambitionne de lever plusieurs verrous simultanément : faciliter l'accès au crédit pour les éleveurs, garantir des aliments pour volailles à des prix plus abordables, proposer des formations techniques adaptées aux réalités du terrain et diffuser des souches de poulets de chair plus performantes. En agissant de manière coordonnée sur ces différents axes, les autorités espèrent enclencher un cercle vertueux.

Au-delà de la seule question de la production, la relance de l'aviculture s'inscrit dans un enjeu plus large de souveraineté alimentaire et de stabilité économique. Réduire la facture des importations permettrait d'alléger la pression sur les réserves en devises et de renforcer la résilience du pays face aux fluctuations des marchés internationaux. Le développement d'une filière compétitive contribuerait également à dynamiser les zones rurales, à structurer des réseaux de distribution plus efficaces et à encourager l'émergence de petites et moyennes entreprises spécialisées dans la transformation et la logistique.

La réussite de cette stratégie dépendra toutefois de la cohérence des politiques publiques, de la mobilisation des financements et de l'adhésion durable des professionnels. Si les réformes annoncées se traduisent par des investissements concrets, une amélioration de l'environnement des affaires et un transfert réel de compétences, le Ghana pourrait progressivement reconquérir une part significative de son marché intérieur. La trajectoire reste exigeante, mais la combinaison d'un cadre stratégique clair, d'un appui institutionnel et d'une modernisation technologique offre une perspective de redressement pour une filière longtemps fragilisée.

N.B

EN MARGE DES TRAVAUX DE L'UNION AFRICAINE

RÉFLEXION AUTOUR DES RÉPERCUSSIONS DE LA QUALIFICATION DU COLONIALISME COMME CRIME CONTRE L'HUMANITÉ

Représentant le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a participé, dimanche à Addis-Abeba (Ethiopie), à une réunion tenue en marge des travaux de la 39e session ordinaire du Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA), consacrée à l'étude, élaborée par la Commission du droit international de l'Union Africaine, sur les répercussions de la qualification du colonialisme comme crime contre l'humanité et la caractérisation de certains actes commis durant l'époque de l'esclavage, de la déportation et de la colonisation en tant qu'actes de génocide à l'encontre des peuples d'Afrique.

A cette occasion, le président de la République a adressé une allocution aux participants, lue en son nom par le Premier ministre, dans laquelle il a, d'emblée, félicité la Commission du droit international de l'Union Africaine pour l'étude rigoureuse et approfondie qu'elle a réalisée, la qualifiant d'apport qualitatif et d'une importance majeure dans le processus de réflexion juridique africaine collective.

Le président de la République a précisé que cette étude met en lumière les conséquences juridiques découlant de la qualification du colonialisme comme crime contre l'humanité, et de la caractérisation de certaines pratiques liées à l'ère de l'esclavage, de la déportation forcée et de la colonisation en tant qu'actes assimilables au crime de génocide à l'encontre des peuples africains.

Saluant "cet effort scientifique et juridique distingué", le président de la République a réaffirmé le soutien "absolu et indéfectible" de l'Algérie à toutes les initiatives de la Commission de l'UA et ses organes juridiques compétents, visant à "ancrer une approche juridique claire et explicite qui inscrit le colonialisme parmi les crimes internationaux les plus graves, de manière à renforcer les principes de reddition de compte, à consacrer le principe de la non-impunité et à contribuer à l'établissement d'une justice historique équitable".

Le président de la République a appelé à "consacrer une reconnaissance internationale explicite, sans équivoque, de la part des organisations onusiennes et des puissances coloniales, de la nature criminelle des pratiques ayant inclus l'esclavage, la déportation forcée, le nettoyage ethnique, la torture, le déplacement et la persécution systématique, des pra-



tiques qui se sont singularisées par leur ampleur et leur brutalité dans l'histoire humaine moderne".

Le président de la République a également exprimé la pleine disponibilité de l'Algérie à mettre à la disposition des instances juridiques africaines compétentes les documents, preuves matérielles et témoignages historiques fiables en sa possession, forte de son expérience nationale douloureuse, qui s'est étendue sur plus de 132 ans d'un colonialisme de peuplement d'une extrême brutalité, mettant en avant "l'ampleur des atrocités et des violations graves commises pour étouffer la résistance du peuple algérien, y compris le recours à une répression à grande échelle et à l'utilisation de moyens et de méthodes prohibés par le Droit international".

Dans ce contexte, il a rappelé l'initiative de l'Algérie, en coopération avec la Commission de l'UA, d'organiser une conférence internationale de haut niveau les 30 novembre et 1er décembre 2025 avec pour thème "Crimes du colonialisme en Afrique: vers une répa-

ration des injustices historiques par la criminalisation du colonialisme", sanctionnée par l'adoption de "l'Appel d'Alger" qui renferme une série de recommandations, notamment "l'appel à la reconnaissance officielle des crimes coloniaux, et une action sérieuse pour l'inscription explicite de la criminalisation du colonialisme dans les règles du droit international, outre la nécessité de renforcer les mécanismes de documentation des crimes coloniaux et de préservation de la mémoire historique africaine comme partie intégrante de la justice sociale".

Le président de la République a également exprimé la satisfaction de l'Algérie quant à l'adoption de sa proposition visant à instituer le 30 novembre journée africaine officielle d'hommage aux martyrs africains, "à même de contribuer à l'ancrage de la conscience historique chez les nouvelles générations et à préserver la mémoire des immenses sacrifices consentis par les peuples de notre continent".

Le président de la République

a, par ailleurs, évoqué la démarche entreprise par l'Algérie au niveau national, la qualifiant d'"étape souveraine majeure", d'autant que le Parlement algérien a voté, en date du 24 décembre 2025, à l'unanimité, une loi criminalisant la colonisation en Algérie, visant à fixer les responsabilités juridiques, à préserver la mémoire nationale et à ancrer le principe de l'imprescriptibilité des crimes graves, en tant que pilier essentiel de toute approche sérieuse de réconciliation avec l'histoire.

La loi classe également des pratiques comme les exécutions extrajudiciaires, la torture, le viol, les essais nucléaires sur les civils et le pillage systématique des richesses dans la case des crimes imprescriptibles, conformément aux principes du droit international et aux droits des peuples à la vérité et à la justice.

Soulignant que "les sacrifices incomparables consentis par des millions d'Africains pour la liberté, la dignité et la justice ne sauraient être relégués à l'oubli, ni réduits à des récits tronqués", le président de la République a assuré que la reconnaissance de la vérité historique "n'est pas une évocation sélective du passé, mais un devoir moral et juridique, et un préalable incontournable pour bâtir des relations internationales équilibrées, fondées sur le respect mutuel, l'équité et la préservation de la dignité humaine".

Au terme de son allocution, le président de la République a indiqué qu'en plaçant ce processus au cœur de ses priorités, l'Algérie est convaincue que l'ancrage de la vérité et de la justice historique constitue un socle solide pour des partenariats futurs plus équilibrés, et pour un monde où prévaut le droit et non la logique du plus fort.

RA

39^E SOMMET À ADDIS-ABEBA

L'UA SALUE LE RÔLE PIONNIER DE L'ALGÉRIE DANS L'INTÉGRATION CONTINENTALE

La conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine (UA) a salué, dimanche à Addis-Abeba, le rôle pionnier de l'Algérie dans l'intégration continentale, félicitant le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour l'organisation réussie de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF) en septembre dernier.

Le rôle de premier plan de l'Algérie s'est manifesté notamment à travers la mise en œuvre

de mégaprojets reliant les pays membres de l'UA, y compris la route transsaharienne, la dorsale transsaharienne à fibre optique et les projets ferroviaires traversant le Grand Sahara, en parfaite adéquation avec les aspirations de l'Agenda 2063 de l'Afrique, ont indiqué les dirigeants africains aux travaux du dernier jour du 39e Sommet de l'UA.

Pour rappel, l'Algérie a accueilli la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine, du 4 au

10 septembre 2025.

Cette édition, placée sous le thème "Passez vers de nouvelles opportunités", a permis de tirer parti des opportunités offertes par le marché unique de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) pour promouvoir le commerce et l'investissement en Afrique.

RA

CLÔTURE DES TRAVAUX DU 39^E SOMMET DE L'UA À ADDIS-ABEBA

Les travaux de la 39e session ordinaire du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA) ont pris fin dimanche après-midi dans la capitale éthiopienne, Addis-Abeba, avec la participation du Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, représentant le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Lors du 2e et dernier jour de ce sommet, organisé sous le thème "Assurer une disponibilité durable de l'eau et des systèmes d'assainissement sûrs pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2063", plusieurs rapports ont été présentés, notamment le rapport annuel du président de la Commission de l'UA, Mahmoud Ali Youssouf, ainsi que des rapports relatifs à l'Agenda 2063, au Programme détaillé

pour le développement de l'agriculture en Afrique, au thème de l'Union africaine pour l'année 2025, ainsi qu'aux principales initiatives continentales conduites par la Banque africaine de développement.

Par ailleurs, le sommet de l'UA a adopté la Déclaration d'Alger sur les crimes coloniaux en Afrique qui consacre la journée du 30 novembre "Journée africaine d'hommage aux martyrs africains et victimes de la traite transatlantique, de la colonisation et de l'apartheid", exprimant sa considération au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour cette initiative.

Lors de ce sommet, qui se tient à une étape charnière de l'histoire du continent, l'Algérie a réaffirmé son attachement aux solu-

tions pacifiques des conflits, son soutien aux approches africaines pour les problèmes africains et sa contribution active aux efforts de promotion de la paix et de la stabilité, ainsi qu'au renforcement des mécanismes de prévention et de règlement des conflits.

La participation de l'Algérie s'inscrit dans le cadre de son engagement, sous la conduite du président de la République, à soutenir l'action africaine commune et à renforcer les dynamiques d'intégration et de solidarité entre les Etats du continent au service des aspirations de ses peuples au développement durable, à la sécurité et à la stabilité.

RA

RECRUTEMENT EN LIGNE

ATTENTION AUX FAUX ENTRETIENS D'EMBAUCHE !

Les plateformes de recrutement en ligne, devenues incontournables pour les chercheurs d'emploi, sont aujourd'hui une cible de pratiques frauduleuses. Derrière des annonces alléchantes peuvent parfois se cacher de faux recruteurs qui exploitent la crédulité des candidats pour leur soustraire des données personnelles sensibles, ouvrant la voie à de véritables escroqueries.

Par Yakout Abina

Les arnaques liées aux offres d'emploi frauduleuses connaissent une recrudescence sur les plateformes de recrutement en ligne. De faux recruteurs, souvent mal intentionnés, se présentant comme des interlocuteurs légitimes, parviennent à tromper les candidats ayant de leur réclamer leurs données personnelles. LinkedIn, Indeed... Depuis plusieurs années, ces plateformes de recrutement en ligne se sont imposées comme des outils incontournables pour les actifs en quête d'emploi ou d'alternance. Mais derrière certaines annonces



trop séduisantes pour être crédibles se cachent des pratiques frauduleuses. Les offres trompeuses se multiplient et ciblent directement les candidats, en les incitant à partager des données personnelles sensibles. Le mode opératoire des escroqueries liées aux offres d'emploi frauduleuses est désormais bien rodé. Une annonce alléchante est publiée, promettant un poste dans un secteur réputé saturé. En quelques clics, les candidats entrent en contact avec un interlocuteur qui se présente sous les traits d'un re-

cruteur légitime. Rapidement, un rendez-vous est fixé. Mais avant même le premier entretien, les postulants se voient réclamer une série de documents sensibles, tels que des coordonnées bancaires, des copies de pièces d'identité ou encore des attestations d'hébergement. Autant d'informations personnelles qui, une fois transmises, peuvent être détournées à des fins frauduleuses.

Les conséquences de ce type d'escroquerie peuvent être lourdes pour les victimes. Munis de documents personnels obtenus fraudu-

leusement, les escrocs disposent de moyens suffisants pour créer une auto-entreprise, ouvrir des lignes téléphoniques ou encore souscrire un crédit, le tout au nom de la personne piégée. Ces pratiques entraînent non seulement des pertes financières, mais également des complications administratives et juridiques pour les victimes, contraintes de prouver leur innocence face à des engagements contractés à leur insu.

Plusieurs solutions sont régulièrement mises en avant pour se pré-munir contre les arnaques liées aux offres d'emploi. Les spécialistes recommandent aux candidats de rester vigilants face aux propositions non sollicitées et aux annonces trop attractives, souvent irréalistes. Les experts rappellent qu'il est essentiel de vérifier l'existence et la légitimité de l'entreprise recruteuse, notamment via les registres officiels ou les sites institutionnels.

Au-delà de ces vérifications, un principe demeure incontournable : ne jamais transmettre de données personnelles sensibles, telles que des coordonnées bancaires ou des copies de documents administratifs, avant un entretien formel et la signature d'un contrat de travail. Les acteurs du marché de l'emploi insistent sur l'importance de cette prudence, soulignant que la protection des informations personnelles constitue la première barrière contre les escroqueries.

Y.A

GÉOLOCALISATION

GOOGLE MAPS RÉVOLUTIONNE LA PLANIFICATION DES VOYAGES

Par Salim Nait Ouguelmim

L'application de cartographie la plus utilisée au monde s'apprête à franchir un cap majeur dans son évolution. La firme californienne, connue pour son moteur de recherche et ses multiples services numériques, s'apprête à dévoiler une innovation prometteuse au sein de son outil de navigation préféré des voyageurs.

Cette nouveauté, attendue avec impatience par les utilisateurs, devrait considérablement modifier la manière dont ceux-ci préparent leurs déplacements et leurs séjours touristiques.

Le groupe américain ne cesse d'enrichir sa plateforme de localisation avec des améliorations toujours plus ingénieries. Après avoir récemment dévoilé plusieurs avancées destinées aux piétons et aux adeptes du vélo à deux roues, intégrant les performances de son intelligence artificielle baptisée Gemini, l'entreprise travaille désormais sur un ajout supplémentaire qui risque de séduire un large public. Cette avancée technologique promet de rendre l'application nettement plus conviviale et interactive pour tous ceux qui l'utilisent au quotidien ou lors de leurs pérégrinations.

Cette nouvelle fonctionnalité avait été aperçue il y a plusieurs semaines par une publication spécialisée dans l'univers des appareils fonctionnant sous système d'exploitation Android. Les informations divulguées alors révélaient que l'outil de cartographie offrirait prochainement la possibilité d'engager une conversation avec l'application, comme on le ferait avec un assistant virtuel classique. Le média en question a récemment pu obtenir des précisions supplémentaires concernant ce fameux bouton qui fera son apparition sur la page principale du logiciel, sobrement intitulé "Demande à Maps".

Positionné juste en dessous de la barre destinée à la saisie des requêtes, cet élément d'interface permet d'activer une fenêtre de discussion analogue à celle proposée par l'assistant intelligent de la marque. Jusqu'à présent, ces informations ne constituaient pas une révélation majeure par rapport à ce que les observateurs avaient déjà pu constater. Cependant, en examinant minutieusement les lignes de code composant la dernière mouture du logiciel, les experts

ont mis au jour une rubrique jusqu'alors inconnue, intitulée "Tester les nouveautés", accessible depuis le menu des réglages de l'application. Cette section révèle que l'outil permettra aux possesseurs de téléphones intelligents de "convertir leurs inspirations en expéditions grâce aux algorithmes d'intelligence artificielle". L'application de navigation se transforme ainsi progressivement, dépassant largement sa fonction première qui consistait à fournir des itinéraires et à localiser des adresses. Elle devient désormais un compagnon de voyage virtuel capable de conseiller et d'informer ses utilisateurs avec une pertinence accrue.

Cette innovation devrait rapidement démontrer tout son potentiel et l'étendue de ses possibilités. Précisons qu'elle offrira aux individus la possibilité d'interroger le service cartographique sur tout ce qui concerne les endroits qu'ils souhaitent découvrir. Si, par exemple, vous souhaitez connaître le point culminant du territoire nippon, l'outil vous fournira des renseignements détaillés concernant ce lieu emblématique, en l'occurrence le volcan sacré Fuji, tout en le situant immédiatement sur le plan.

Autre situation concrète : il est tout à fait envisageable de solliciter le service pour qu'il recherche des divertissements adaptés aux enfants dans le secteur où vous évoluez, et il s'empressera de faire apparaître instantanément les lieux susceptibles de vous intéresser sur le fond de carte. Cette interaction fluide entre l'humain et la machine représente une avancée significative dans le domaine des assistants personnels.

Selon les informations divulguées par la source spécialisée, le lancement de cette fonctionnalité ne saurait tarder. Il convient de préciser que son accès sera dans un premier temps réservé à un nombre restreint de privilégiés, avant d'être étendu progressivement à la totalité des personnes utilisant l'application à travers le monde. Cette stratégie de déploiement progressif permettra aux concepteurs d'ajuster finement les réglages et d'optimiser l'expérience utilisateur avant la généralisation définitive du service. Les amateurs de voyages et les explorateurs modernes pourront ainsi profiter pleinement de cette assistance personnalisée qui promet de simplifier considérablement l'organisation des excursions en famille ou entre amis.

S.N.O

OBJETS CONNECTÉS

QUAND VOTRE PETIT-DÉJEUNER RENCONTRE L'INFORMATIQUE DES ANNÉES 1990

Certaines innovations technologiques laissent perplexes, et celle-ci risque de faire sourire plus d'un observateur. L'engin en question ne se limite pas à remplir sa fonction première de cuisson du pain, il accomplit cette tâche en utilisant un système d'exploitation connu pour ses célèbres plantages, vieux de trois décennies. Les amateurs de technologies insolites vont être servis. Les internautes habitués aux détournements farfelus d'appareils électroniques pensaient avoir tout observé, depuis le jeu vidéo mythique tournant sur un dispositif médical jusqu'aux aventures virtuelles diffusées sur une enceinte acoustique. Pourtant, un créateur de contenu a estimé que le rituel matinal manquait cruellement de messages d'erreur informatiques et de redémarrages intempestifs. Le responsable de cette transformation audacieuse répond au pseudonyme de « Throaty Mumbo ». Son point de départ ne fut pas un vulgaire appareil de récupération, mais un grille-pain haut de gamme commercialisé à prix d'or, doté d'un écran tactile permettant d'afficher l'heure. L'ambition était claire : substituer à l'interface moderne et aseptisée du fabricant l'ambiance vintage et authentique d'un système d'exploitation ayant marqué toute une génération.

D'un point de vue technique, l'exploit mérite d'être salué. L'artisan n'a pas simplement installé le logiciel ancien sur les composants d'origine, opération impossible compte tenu des différences architecturales. Il a plutôt intégré un nano-ordinateur capable de simuler le fonctionnement d'une machine des années 1990 avec une mémoire vive limitée, le tout via un logiciel d'émul-sation. L'ensemble trouve sa place dans un boîtier fabriqué sur mesure, dont la teinte claire rend hommage aux tours informatiques ayant peuplé les foyers à l'époque du minitel et des premiers balbutiements d'Internet.

Le résultat est pour le moins surprenant : l'ensemble opère comme prévu. Une simple pression sur une icône rétro déclenche l'exécution d'un programme qui, par l'intermédiaire des connecteurs électroniques du nano-ordinateur, ordonne aux éléments chauffants de monter en température. La magie opère sous les yeux médusés des spectateurs.

Reste une interrogation de taille : le dispositif de protection informatique est-il bien actif ? Dans le cas contraire, la tranche de pain en cours de cuisson pourrait bien subir une intrusion malveillante avant même de recevoir sa couche de beurre fondant. Une perspective amusante qui ajoute une dimension totalement inédite à la préparation du repas matinal.

S.N.O

T
E
N
N
E
V
E
N
R
O
U
V
I
R
U
N
V
I
R
O
U
N
E
M
E
N
T

CAMPAGNE DE REBOISEMENT NATIONALE

L'ALGÉRIE VERTE EN MARCHE

La deuxième édition de la campagne nationale de reboisement a été lancée samedi dans plusieurs wilayas de l'Ouest et du Sud-Ouest du pays. Des milliers d'arbustes ont été plantés par les autorités locales, les services de sécurité et de nombreux bénévoles. Cette opération s'inscrit dans l'objectif national de planter cinq millions d'arbustes pour renforcer le couvert végétal et lutter contre la désertification.

Par Chaimaa Sadou

Cette initiative est conduite par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, à travers la Direction générale des forêts, en partenariat avec l'Association Algérie Verte. Selon les informations communiquées par les autorités locales, l'opération s'est déroulée sous la supervision des walis et des Conservations des forêts, avec la participation active de l'Armée nationale populaire, des différents corps de sécurité, d'institutions publiques, d'entreprises économiques, d'associations environnementales et de nombreux citoyens bénévoles.

À Tindouf, la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nassima Arhab, en visite de travail dans la wilaya, a donné le coup d'envoi de la campagne dans la région de Tindouf Lotfi. Elle s'est ensuite rendue à la gare ferroviaire du chef-lieu où un total de 3 000 arbustes seront plantés. Cette action contribue à améliorer l'environnement urbain et à renforcer les espaces verts de la région.

Dans la wilaya d'Oran, le Secrétaire général de la wilaya, Fodil Laïdani, a supervisé le lancement de l'opération à la forêt Sidi El Bachir, dans la commune de Bir El Djir. Une première étape a permis la plantation de 10 000 arbustes. Selon le Conservateur des forêts, Karboua Abdellah, environ 135 000 arbustes de 13 essences différentes seront plantés au cours de la semaine sur une superficie de 117 hectares répartis



sur plusieurs forêts de la wilaya.

La wilaya de Mostaganem a également connu une forte mobilisation, notamment dans la forêt de Sedaoua, près du Petit Port dans la commune de Sidi Lakhdar, ainsi que dans d'autres espaces forestiers. À Saïda, le wali Amoumene Mermouri a donné le signal de départ depuis la forêt de Sidi Douma, dans la commune de Sidi Ahmed. Plus de 128 000 arbustes seront plantés dans différentes communes, contribuant au renforcement du couvert forestier local.

À Tissemsilt, 108 000 arbustes, forestiers et ornementaux, ont été plantés dans des zones rurales et urbaines. L'objectif est double : embellir les villes et lutter contre la désertification qui menace certaines régions intérieures. La wilaya de Mascara a, pour sa part, procédé à la plantation de 100 000 arbustes sur 19 sites forestiers et urbains, sous la supervision du wali Fouad Aïssi.

À Tiaret, le lancement officiel a eu lieu dans la forêt de Lalla El Abdia, sur les hauteurs de la ville. Les services de la Conservation des forêts ont mobilisé 130 600 plants répartis sur 32 zones forestières et monta-

gneuses, ainsi qu'en bordure de routes. Une cérémonie a également été organisée pour récompenser des clubs environnementaux distingués lors de concours locaux, encourageant ainsi la participation des jeunes à la protection de l'environnement.

Dans la wilaya d'Aïn Témouchent, le coup d'envoi a été donné dans la forêt Sassel, commune d'El M'saïd. Au total, 132 000 arbustes seront plantés sur 18 sites répartis dans 13 communes. À Relizane, près de 50 000 arbustes ont été mis en terre dans 15 sites forestiers à travers 14 communes. Le wali Kamel Berkane a supervisé une opération symbolique de plantation de 3 000 arbustes dans la forêt Dhars, commune d'Aïn Tarek.

La wilaya de Nâama a lancé l'opération le long de la route nationale RN 6, dans la région de Harchaïa, ainsi qu'aux abords de la route de contournement de Mecheria et de l'aéroport Cheikh Bouâma. Au total, 80 000 arbustes sont prévus sur 20 sites répartis dans 12 communes.

À Béchar, 22 000 arbustes ont été plantés, notamment le long de la RN 6 et du tracé de la ligne ferroviaire Béchar-Oran. Enfin, la wilaya d'El Bayadh prévoit la plantation de plus de 125 000 arbustes dans ses 22

communes, à l'intérieur et à l'extérieur du tissu urbain. Une partie des plants a été distribuée aux agriculteurs afin d'encourager l'élargissement du couvert forestier autour des exploitations agricoles.

À travers ces actions coordonnées, les autorités entendent renforcer le couvert végétal national, préserver les sols, limiter l'avancée du désert et améliorer le cadre de vie des citoyens. Cette campagne, menée selon les données officielles communiquées par les autorités locales et l'APS, s'inscrit dans une stratégie environnementale plus large visant à promouvoir le développement durable et la protection des ressources naturelles.

La campagne nationale de reboisement illustre une mobilisation collective en faveur de l'environnement. De l'Ouest au Sud-Ouest, administrations, institutions et citoyens unissent leurs efforts pour planter des millions d'arbustes. Au-delà des chiffres, cette initiative rappelle que protéger la nature est une responsabilité partagée et un investissement durable pour les générations futures.

C.S

LARGES OPÉRATIONS DE BOISEMENT DANS LE SUD

De larges campagnes de boisement ont été lancées samedi dans les wilayas du Sud du pays, dans le cadre de la campagne nationale de plantation de cinq (5) millions d'arbustes à travers le pays. Supervisées par les autorités locales, dans le cadre de l'ancrage de la culture de l'environnement durable, ces campagnes ont vu la participation de différentes composantes de la société civile, d'éléments de l'Armée Nationale Populaire (ANP) et de corps constitués, des entreprises et organismes, publics et énergétiques, les Scouts musulmans et le Croissant rouge algériens.

Elles ont donné lieu à la mise en terre d'arbisseaux de différentes espèces sylvicoles adaptées aux conditions naturelles des régions du Sud, dont l'Eucalyptus, Dodonaea, Tecoma, Washingtonia, Casuarina et l'Arganier, susceptibles de renforcer et de protéger le couvert végétal, d'améliorer le cadre environnemental et de lutter contre la désertification.

Dans la wilaya d'Ouargla, quelque 10.000 ar-

brisseeaux ont été mis en terre au niveau du lac de Hassi-Benabdallah et la ville nouvelle de Hassi-Messaoud, au titre de cette opération qui se poursuivra pour atteindre un objectif de plantation de plus de 35.000 arbisseaux dans les différentes régions de la wilaya, à l'instar de la daïra frontalier d'El-Borma, a indiqué le conservateur des Forêts. Dans la wilaya d'El-Meghaïer, ce ne sont pas moins de 2.000 arbisseaux qui ont été plantés le long de la RN-3, à l'entrée Nord de la ville, et les huit communes de la wilaya. Aussi, 8.858 arbustes avaient été mis en terre depuis le mois d'octobre dernier, dont 1.000 dans le cadre d'une ceinture verte longue de deux (2) km.

La campagne de boisement a été lancée, dans la wilaya d'Adrar, par la plantation de 10.000 arbisseaux au niveau du Carré vert représentant la carte géographique de l'Algérie, au niveau du site touristique de Tamessekht, dans la commune de Tamest. Une campagne similaire a été lancée depuis

la place de l'indépendance à Tamanrasset pour le peuplement d'espèces sylvicoles, au niveau de 40 sites retenus à travers les communes de la wilaya.

Dans la wilaya d'El-Meniaa, la campagne a permis la plantation de près de 5.700 arbustes dans 22 sites retenus à travers les communes d'El-Meniaa, Hassi El-Gara et Hassi-Lefhal, tandis que dans la wilaya de Touggourt elle porte sur la plantation de 66.000 arbisseaux au niveau des rues, placettes, espaces publics et établissements éducatifs, accompagnée d'activités de sensibilisation sur l'ancrage de la culture de protection du couvert végétal et du développement durable. Des actions similaires ont été menées dans les autres régions du Sud du pays, où d'importants lots d'arbustes ont été mis en terre, dans de bonnes conditions d'organisation, avec une large participation de citoyens convaincus de l'importance de la préservation de l'Environnement et de la régénération du couvert végétal.

R.ENV

PALUDISME

POURQUOI CETTE MALADIE EST UN FLÉAU ?

Lors du 39e sommet de l'Union africaine, tenu les 14 et 15 février à Addis-Abeba, les dirigeants africains ont lancé un appel urgent pour intensifier la lutte contre le paludisme. L'UA et l'Alliance des dirigeants africains contre le paludisme (ALMA) ont rappelé que le continent concentre 96 % des cas mondiaux et 97 % des décès liés à cette maladie. Malgré des décennies de combat et des millions de vies sauvées, les progrès stagnent depuis 2015.

Par Rihab Taleb

Duma Boko, président du Botswana et de l'ALMA, a averti qu'en 2024, l'Afrique a enregistré environ 270 millions de cas et près de 600 000 décès. Il a souligné que la baisse des financements internationaux menace les systèmes de santé et pourrait entraîner 397 000 décès supplémentaires d'ici 2030, ainsi qu'une perte estimée à 37 milliards de dollars de PIB. Boko a insisté sur la nécessité pour l'Afrique de développer des mécanismes de financement durables et de considérer le paludisme comme un enjeu central de souveraineté sanitaire.

Pour mieux comprendre l'ampleur du problème, expliquons ce qu'est ce fléau : le paludisme, aussi appelé malaria, est une maladie parasitaire transmise par la piqûre de moustiques du genre Anopheles. Ces insectes deviennent porteurs du parasite après avoir piqué une personne infectée. L'infection est causée par des parasites du genre Plasmodium, dont plusieurs espèces existent, mais c'est Plasmodium falciparum qui est le plus dangereux et le plus répandu en Afrique. Contrairement à d'autres maladies infectieuses, le paludisme ne se transmet pas directement d'un individu à l'autre, il nécessite toujours l'intervention du moustique vecteur. De même, les moustiques développent une résistance aux insecticides, ce qui réduit l'efficacité des campagnes de prévention.

Une maladie évitable et curable mais...

Les symptômes apparaissent généralement entre dix et quinze jours après la piqûre infectante. Ils commencent par de fortes fièvres, des frissons, des sueurs abondantes, des maux de tête et parfois des vomissements. Dans les cas graves, la maladie peut provoquer une anémie sévère, des atteintes cérébrales et la mort. Le diagnostic repose sur des tests sanguins permettant de détecter la présence du parasite.

Le paludisme est une maladie évitable et curable, mais il continue de tuer en Afrique. Chaque année, des centaines de milliers de per-



sonnes, principalement des enfants de moins de cinq ans et des femmes enceintes, meurent. Les conséquences dépassent le domaine médical : les enfants malades manquent l'école, ce qui compromet leur avenir et fragilise les générations futures. Les adultes souffrent de crises répétées, freinant la croissance économique. Les familles dépensent une part importante de leurs revenus pour se soigner, ce qui maintient le cycle de la pauvreté.

Cette maladie n'a jamais été vaincue à cause de plusieurs facteurs : les conditions climatiques et environnementales des zones tropicales favorisent la prolifération des moustiques, les systèmes de santé fragiles limitent la prévention et le traitement. Les financements internationaux sont instables et chaque baisse entraîne une recrudescence des cas. Enfin, la pauvreté et les conflits aggravent la propagation.

La lutte contre le paludisme a longtemps reposé sur des médicaments, parmi lesquels la chloroquine occupe une place centrale, découverte peu avant la Seconde Guerre mondiale. Pendant plusieurs décennies, elle a été le traitement de référence contre le paludisme et a sauvé des millions de vies à travers le monde. Dans de nombreux pays africains, elle était distribuée massivement et constituait une arme essentielle dans les campagnes de santé publique.

Une maladie exclusivement africaine ?

Cependant, à partir des années 1980, le parasite Plasmodium falciparum a commencé à développer une résistance croissante à la chloroquine, réduisant considérablement son efficacité. Cette résistance s'est propagée rapidement en Afrique, en Asie et en Amérique latine, obligeant les chercheurs et les médecins à se tourner vers de nouvelles thérapies, no-

tamment les combinaisons à base d'artémisinine. La chloroquine reste néanmoins un symbole de la lutte mondiale contre le paludisme, car elle illustre à la fois les succès de la médecine moderne et les défis posés par l'adaptation des parasites. Elle rappelle que le combat contre cette maladie est une course permanente entre l'innovation scientifique et la capacité du paludisme à résister aux traitements.

Vous pensez peut-être que le paludisme est une maladie exclusivement africaine ; il faut savoir que cette idée est fausse.

Ce fléau a longtemps touché d'autres régions du monde, notamment l'Europe. Pendant des siècles, le paludisme sévissait dans les zones marécageuses et humides du continent européen, en particulier autour de la Méditerranée, mais aussi dans certaines régions du nord comme l'Angleterre ou les Pays-Bas. En Italie, par exemple, les marais pontins près de Rome étaient tristement célèbres pour leurs épidémies de paludisme, qui affaiblissaient la population et limitaient le développement économique. L'origine du mot malaria vient d'ailleurs de l'italien mal aria, qui signifie « mauvais air », car on croyait que la maladie était causée par l'air vicié des marécages.

Ce n'est qu'au XXe siècle, grâce à des campagnes massives de drainage des marais, à l'utilisation d'insecticides comme le DDT et à l'amélioration des conditions de vie, que l'Europe a pu éradiquer le paludisme. L'Organisation mondiale de la santé a officiellement déclaré l'Europe exempte de paludisme autochtone en 1975. Il est évident que le paludisme n'est pas une fatalité propre à l'Afrique ; il a marqué l'histoire de nombreux continents, affaibli des civilisations entières et façonné la démographie et l'économie de régions qui ont dû lutter pendant des siècles avant de s'en débarrasser.

Historiquement, le paludisme a

façonné la démographie et l'économie de nombreuses régions. Durant la colonisation, il représentait un obstacle à l'implantation des Européens dans certaines zones tropicales, ce qui lui valut le surnom de « tombeau des Blancs ». Dans les guerres, il a décimé des armées entières, parfois plus que les combats eux-mêmes.

En Afrique, il a contribué à maintenir des régions entières dans la pauvreté chronique, freinant l'éducation, la productivité et la croissance démographique équilibrée.

Pauvreté et propagation

Les dirigeants africains insistent désormais sur la nécessité de prendre en main la lutte contre le paludisme, en développant des financements internes et durables. L'objectif est de faire une Afrique sans paludisme d'ici 2030. Cela suppose une intensification des campagnes de prévention, un accès élargi aux nouveaux traitements et aux vaccins récemment développés, ainsi qu'une coopération régionale renforcée.

Le paludisme est l'un des plus grands paradoxes de la santé mondiale : une maladie connue, évitable et traitable, mais qui continue de tuer massivement.

Le paludisme devient ainsi un cercle vicieux en Afrique : il entretenait la pauvreté et la pauvreté favorise sa propagation. Les hôpitaux, souvent débordés, peinent à prendre en charge tous les patients, et les ruptures de médicaments sont fréquentes.

Dans certaines régions, les populations doivent parcourir de longues distances pour accéder à un centre de santé, ce qui retarde le diagnostic et augmente le risque de décès. Cette réalité répond à notre question du début : pourquoi, malgré les avancées scientifiques et les campagnes internationales, le paludisme un fléau enraciné dans la vie africaine.

R.T

REDYNAMISATION DU PAYSAGE CULTUREL CONSTANTINOIS

BENDOUDA PRÔNE UNE EFFERVESCENCE ARTISTIQUE ÉLARGIE AUX JEUNES

Poursuivant sa tournée dans la wilaya, Malika Bendouda a insisté ce dimanche à Constantine sur l'impératif de densifier l'animation culturelle au sein des diverses infrastructures, en y intégrant plus largement la jeunesse et en impliquant activement la population universitaire dans les diverses manifestations.

Par Halim Dardar

Inspectant l'antenne de la Maison de la culture à El Khroub, la ministre de la Culture et des Arts a plaidé pour un appui accru aux projets de terrain et à l'élosion de nouveaux talents. Une telle démarche, selon elle, participe à l'essor du secteur et assoit son importance dans la transmission du savoir ainsi que dans la consolidation des repères collectifs.

Elle a par ailleurs jugé essentiel d'étoffer et de varier l'offre culturelle



pour satisfaire les attentes de la jeunesse. L'objectif est également de capter l'intérêt des étudiants et de les fondre dans le tissu culturel, eux

qui constituent un moteur essentiel pour l'animation au niveau local.

Au Palais du Hadj Ahmed Bey, la visiteuse a suggéré aux cadres du

secteur de mettre à profit ce lieu patrimonial pour y tourner des fictions historiques. Ce cadre authentique se prête idéalement à la représentation des périodes révoltes, offrant ainsi une vitrine de choix pour le monument.

À la Bibliothèque principale Mus-tapha-Netour, la responsable s'est enquise des prestations proposées aux usagers et des actions menées pour encourager la lecture. Elle a par la suite procédé à l'installation officielle de la poétesse Mounira Saâda Khelkhal à la tête de l'établissement.

Sur place, Malika Bendouda a exhorté à faire de ce lieu un véritable pôle culturel, ouvert aux associations et foisonnant de rencontres et d'initiatives. Elle a préconisé de repenser la stratégie culturelle en synergie avec le monde universitaire et de concevoir une programmation à la mesure du rayonnement de Constantine. La ministre doit clore sa visite par la projection inaugurale du long-métrage "Ahmed Bey" au Zénith.

H.D

COOPÉRATION UNIVERSITAIRE ET RAYONNEMENT ACADEMIQUE

BADDARI OFFICIALISE LA SECONDE PHASE DU PROGRAMME D'ACCUEIL DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS

Hier dimanche à Alger, Kamel Baddari a officiellement ouvert les candidatures pour la nouvelle édition de l'initiative "Study in Algeria", une offre d'accueil à destination des apprenants étrangers désireux de rejoindre l'enseignement supérieur algérien dans un cadre conventionné.

Intervenant lors du premier rassemblement national des étudiants étrangers recensés via la plateforme numérique, tenu à la Faculté des sciences de l'information et de la communication, le ministre de l'Enseignement supérieur a présenté ce nouveau cycle comme une étape d'évaluation du dispositif inauguré récemment.

Selon ses explications, ce mécanisme d'inscription dématérialisée participe à la dynamique de modernisation des structures universitaires. Il vise

également à optimiser leur rendement et à varier leurs ressources financières grâce à des engagements bilatéraux formalisés avec les étudiants venus d'ailleurs. Ces documents contractuels, a-t-il précisé, fixent clairement les obligations de chacun en vue d'un parcours académique et scientifique d'excellence.

M. Baddari a également souligné que cette démarche ambitionne de positionner l'université algérienne en concurrente crédible sur l'échiquier universitaire planétaire. Elle offre par ailleurs à ces étudiants la perspective de valoriser leurs acquis dans leur terre natale, d'y diffuser les connaissances acquises et d'agir comme des relais positifs pour l'Algérie.

Présent à la rencontre, Saadallah Kahal, délé-

gué du ministère des Affaires étrangères, a réaffirmé le soutien de son département à cette dynamique interinstitutionnelle. Ce programme "Study in Algeria" vient, selon lui, compléter le dispositif existant de bourses attribuées par l'Algérie, principalement à destination des ressortissants africains et du monde arabe.

Plusieurs étudiants étrangers présents ont partagé leur expérience positive au sein des établissements algériens. Ils ont mis en lumière l'accompagnement dont ils bénéficient et rendu hommage aux dispositions prises par les autorités de tutelle pour assurer un enseignement supérieur de qualité.

H.D

LANGUES

L'AALA CÉLÈBRE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA LANGUE MATERNELLE

L'Académie algérienne de la langue arabe (AALA) a organisé, dimanche à Alger, une conférence nationale intitulée "La langue arabe : fondements de la continuité et enjeux du renouveau", à l'occasion de la Journée internationale de la langue maternelle, célébrée le 21 février de chaque année. Président l'ouverture de cette rencontre qui s'est déroulée à distance, le président du Conseil, Cherif Meribai, a déclaré que la célébration de cette journée, proclamée par l'UNESCO, revêt "une portée humaine et culturelle profonde", rappelant "la valeur de la langue dans la vie des individus et des nations ainsi que le droit des peuples à préserver leurs langues en tant qu'essence de leur identité et de leur mémoire collective". Cette célébration vise à promouvoir le multilinguisme, respecter la diversité culturelle et soutenir l'enseignement dans la langue maternelle, ainsi qu'à "sensibiliser aux risques de domination linguistique et d'exclusion culturelle et encourager les Etats

à protéger leurs langues nationales et locales". M. Meribai a souligné la nécessité d'un enseignement équilibré, fondé sur la langue maternelle et ouvert aux langues du monde, ajoutant que la mondialisation numérique "impose aujourd'hui certaines langues comme langues de la science, de l'économie et de la technologie, mais cette réalité ne doit pas servir de prétexte à l'abandon de nos langues maternelles". Il a également rappelé que la langue arabe, en tant que langue maternelle, dispose des atouts nécessaires pour être une langue de science, de pensée et de créativité. Cette rencontre a été marquée par une série de communications présentées par des spécialistes et experts issus de différentes universités nationales, portant sur la langue arabe, son rôle dans la vie des peuples arabes, l'importance de son patrimoine ainsi que sa situation à l'ère technologique actuelle.

R.C

LA PLACE DE TAMAZIGHT DANS LE SYSTÈME JUDICAIRE NATIONAL

Le Haut commissariat à l'Amazighité (HCA) organise, en collaboration avec le ministère de la Justice, une journée d'étude, samedi prochain à l'Ecole supérieure de la magistrature de Koléa (Tipaza), sous le thème "La langue amazighe dans le système national de justice: vers la consécration de Tamazight dans la pratique judiciaire et professionnelle", indique dimanche un communiqué du HCA.

L'organisation de cette rencontre traduit "une volonté institutionnelle sincère de consacrer la place de la langue amazighe au sein du système national de justice, conformément aux dispositions de la Constitution".

Le programme de cette manifestation traitera plusieurs

axes fondamentaux, notamment "le rôle de la traduction judiciaire comme mécanisme garantissant les conditions d'un procès équitable", ainsi que "des expériences de terrain et des défis pratiques liés à l'usage de la traduction lors des audiences judiciaires", ajoute la même source.

Les travaux de cette journée réuniront un panel d'universitaires et d'enseignants spécialisés ainsi que des professionnels du secteur judiciaire, magistrats, experts et traducteurs afin d'enrichir le débat et d'échanger les expériences autour des moyens de consolider la justice linguistique au sein du système judiciaire, ajoute le communiqué.

R.C

L'ART DE LA PHOTOGRAPHIE

CONCOURS DE LA MEILLEURE PHOTO DE SITES INÉDITS EN IMAGE

Un concours de la meilleure photographie de sites inédits en image (non photographiés auparavant) a été lancé dans la wilaya de Skikda, a indiqué, dimanche, le président du Ciné-club de l'université du 20-Août 1955, Ahmed Lakhchine. La même source a précisé à l'APS que ce concours, organisé en coordination avec la direction de wilaya du tourisme et de l'artisanat, vise à mettre en valeur les atouts naturels et culturels de l'antique Rusicada et à mettre en lumière des sites restés éloignés des objectifs des photographes malgré leur beauté et leur singularité". Il a ajouté que le règlement du concours, ouvert aux amateurs et aux passionnés de photographie, exige que les clichés soient pris sur le territoire de la wilaya de Skikda, et que chaque candidat "ne peut participer qu'avec une seule photo, originale et de haute qualité". Il est également permis d'utiliser un smartphone ou un appareil photo professionnel pour prendre des clichés, l'utilisation "d'artifices ou de filtres susceptibles d'altérer la réalité du paysage naturel", étant interdite, dans le but de "préserver la crédibilité de l'œuvre artistique et son esprit créatif".

Les photographies doivent être soumises par e-mail ou via l'application "Telegram" sous forme de fichier numérique, a encore fait savoir la même source, soulignant que la date limite pour la remise des clichés participants a été fixée au 20 février courant.

Les œuvres seront évaluées selon des critères liés à la créativité, à la définition de l'image, à l'idée directrice et à la bonne mise en valeur de la beauté du lieu, selon M. Lakhchine qui a précisé que les gagnants seront annoncées le 27 février prochain.

R.C

ARMES NUCLÉAIRES ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

LES NOUVEAUX HORIZONS DE LA GUERRE

(2^e PARTIE ET FIN)

Les gouvernements auront du mal à suivre le rythme, ce qui signifie que le secteur privé devra devenir un acteur à part entière de la réglementation et de la vérification, et non plus un simple acteur soumis à la réglementation.

Par Roberto Rosso

Cela soulève la question de savoir comment inciter les entreprises privées à contribuer aux objectifs de contrôle des armements. En 2024, le SIPRI a publié un rapport intitulé «Armes nucléaires et intelligence artificielle : promesses technologiques et réalités pratiques», un ouvrage de référence qu'il est impossible de résumer et dont il convient d'extraire certaines informations et analyses. L'introduction indique : «Il est à noter que les neuf États dotés de l'arme nucléaire – la Chine, la France, Israël, l'Inde, la République populaire démocratique de Corée (RPDC, ou Corée du Nord), le Pakistan, la Fédération de Russie, le Royaume-Uni et les États-Unis – ont manifesté leur intérêt pour le développement et l'intégration de capacités d'IA avancées au sein de leurs forces armées, certains faisant même explicitement de l'IA une priorité stratégique». Si les systèmes d'IA traditionnels font partie intégrante du secteur des armes nucléaires depuis longtemps, l'utilisation potentielle de l'IA avancée est considérable dans les domaines de l'alerte précoce et du renseignement, de la surveillance et de la reconnaissance (ISR), du commandement, du contrôle et des communications nucléaires (NC3), des systèmes de lancement et des systèmes conventionnels, avec des capacités de contre-force et la capacité de frapper des cibles militaires. (...)

Compte tenu du secret qui entoure les programmes nucléaires, les informations sur les plans, les stratégies et les pratiques liés à une intégration plus poussée de l'IA dans le domaine nucléaire sont extrêmement limitées. Cependant, l'analyse de l'IA dans le contexte plus large de la défense peut fournir des indications sur la manière dont les États perçoivent la valeur de ces systèmes, y compris dans le domaine nucléaire. Elle suggère également des implications pour la dissuasion nucléaire. Dans ce contexte, l'apprentissage automatique est souvent présenté comme un moyen potentiel d'améliorer les capacités de tous les éléments de l'architecture de dissuasion nucléaire : alerte précoce et renseignement, surveillance et reconnaissance (ISR) ; commandement et contrôle ; ciblage, guidage et navigation des armes nucléaires ; et opérations non nucléaires telles que la défense antimissile, la cybersécurité et la lutte anti-sous-marine. Le document analyse les parcours de différents pays, de l'Inde aux États-Unis, en passant par la Russie et la Chine, dans l'utilisation de l'IA dans le domaine militaire, et plus particulièrement dans le domaine nucléaire. Il convient de noter qu'il serait inexact de suggérer que l'un de ces éléments constitue une capacité d'IA avancée pleinement opérationnelle, compte tenu de leur développement en cours et des tâches relativement spécifiques assignées aux systèmes d'apprentissage automatique les plus récents. Toutefois, le fait que certaines capacités soient déjà testées témoigne d'une tendance claire vers une intégration plus large». Pour rester en contact avec la Chine,

«par exemple, selon certaines évaluations, il existe un consensus dans les médias de l'APL (Armée populaire de libération) selon lequel l'IA génératrice a un rôle à jouer dans la guerre, l'interaction homme-machine, la prise de décision, la guerre en réseau, la logistique, le domaine cognitif, le domaine spatial et la formation».

Les attentes placées en l'IA sont élevées pour certaines tâches

De toute évidence, l'un des défis majeurs à relever pour le déploiement complet des modèles de base et des technologies Transformer est celui de la fiabilité, et notamment du risque d'«hallucinations», qui seraient fatales dans la gestion des conflits. «Les attentes placées en l'IA sont élevées pour certaines tâches, et peut-être irréalistes, du moins à court terme. Si l'IA offre, à certains égards, des capacités supérieures à celles des humains, des obstacles persistent. Parmi les plus importants figurent les limites de l'IA elle-même et la quantité de données disponibles, tant pour l'entraînement que pour la pratique. On attend de l'IA qu'elle analyse les données avec plus de précision que les méthodes humaines dans ce domaine, ou qu'elle développe des tactiques plus performantes. Or, tout cela est une question d'accès : aux données, aux systèmes et aux équipements».

Le point de départ est que le développement des technologies et des équipements à usage militaire est largement entre les mains des géants américains de la tech, dont l'interaction et l'intégration avec l'appareil militaire et de sécurité américain, ainsi qu'avec ceux d'autres pays, sont de plus en plus étroites.

L'augmentation de 50% du budget de la défense demandée par l'administration Trump ouvre d'immenses perspectives pour l'intégration de l'IA dans les dispositifs et stratégies militaires. Les autres pays concurrents, principalement la Chine, ne peuvent être en reste, même si les ressources allouées sont moindres. Cependant, comme le démontre le développement de modèles d'IA originaux tels que Deep Seek, la capacité d'innovation peut compenser, au moins partiellement, un déficit de ressources financières et structurelles. La Chine possède beaucoup moins de centres de données, mais elle forme chaque année un nombre bien plus important d'ingénieurs.

En substance, «la mise en place d'un système sécurisé et efficace de centres de données d'IA pour le traitement des données d'entraînement nécessite des infrastructures supplémentaires pour le cloud computing et le transfert de données à faible latence. Compte tenu de ce qui précède, l'intégration avancée de l'IA pourrait tout simplement ne pas être économiquement viable pour certains États dotés de l'arme nucléaire, ou ne pas présenter une valeur opérationnelle suffisante pour justifier son utilisation dans le domaine nucléaire. La maîtrise des flux d'information relatifs aux technologies et au partage des connaissances et des infrastructures devient cruciale, un facteur déterminant dans l'établissement de l'autonomie des États et la définition des alliances. Le rôle des géants de la tech devient fondamental et s'intègre de diverses manières aux stratégies des États et des gouvernements. Toutefois, comme cela a déjà été dit, ils font partie intégrante de toute stratégie de contrôle des armements, qu'ils soient nucléaires ou conventionnels.

Les expériences de terrain, pour l'instant au sens conventionnel du

terme, sont fondamentales dans les essais de nouveaux systèmes d'armes, tels que les drones qui jouent un rôle si important dans la conduite des conflits actuels, et dans la collecte d'informations et de données nécessaires pour alimenter les modèles de prévision et de gouvernance basés sur l'IA.

Comme nous l'avons déjà souligné, «le problème est qu'il n'existe probablement que deux bases de données au monde contenant des millions de vidéos permettant d'entraîner l'intelligence artificielle pour de nouveaux systèmes d'armes : la base ukrainienne et celle que, selon toute vraisemblance, les Russes ont constituée. Cette dernière est sans aucun doute à la disposition de la Chine, qui affine ainsi ses technologies de guerre en étudiant les drones ukrainiens tombés en territoire contrôlé par Moscou». Voir également le projet Swift Beat, lié à l'acquisition de ces données pour la production de drones en Ukraine par Eric Schmidt, ancien PDG de Google. Le projet Swift repose sur des drones intercepteurs et, selon des sources proches du projet, son efficacité lors des premiers essais est excellente : environ neuf drones russes Shahed sur dix ont été abattus par les forces ukrainiennes à l'aide de drones Swift Beat. Déployés en grand nombre, ces drones pourraient donc constituer une véritable défense anti-drones pour les villes ukrainiennes. Schmidt fut l'un des premiers grands investisseurs internationaux à investir sérieusement dans le secteur militaro-technologique ukrainien, après avoir financé à hauteur de 10 millions de dollars le fonds D3, un accélérateur de startups ukrainiennes spécialisées dans les technologies de défense.

Montée des rivalités stratégiques et compétition pour la suprématie future

Cependant, les rumeurs les plus malveillantes prétendent que l'opération Swift Beat servirait en quelque sorte de test grandeur nature des technologies militaires les plus avancées pour l'ancien PDG de Google, une mise au point en vue de leur commercialisation ultérieure sur le marché mondial à des prix plus élevés.

Pour mieux comprendre le rôle de l'innovation technologique dans la conduite de la guerre, nous pouvons consulter la contribution qui analyse en détail les différentes manières dont les pays parviennent à une innovation technologique applicable également au domaine militaire. La montée des rivalités stratégiques et la compétition pour la suprématie future entre les États-Unis, la Russie et la Chine influencent les réponses nationales face aux mêmes avancées technologiques, conditionnées par des trajectoires, des priorités et des ressources différentes en matière d'innovation de défense.

Pour anticiper ces différentes trajectoires, il est nécessaire de concevoir un cadre comparatif de l'innovation de défense intégrant les différentes phases, voies et modèles. Tout d'abord, la transformation des technologies émergentes en capacités militaires implique des processus internes d'innovation militaire ainsi que des processus externes d'adaptation ou d'émulation, servant de référence. Une innovation militaire de rupture ne requiert pas nécessairement des percées technologiques, doctrinaires et organisationnelles simultanées, mais peut s'étendre d'une modernisation progressive à une transformation radicale. Sur la base de ces hypothèses, les trajectoires d'innovation de défense peuvent être

triangulées selon trois axes : Voies conceptuelles – émulation, adaptation et innovation ; Modèles technologiques – spéulation, expérimentation et mise en œuvre ; Changement organisationnel : exploration, modernisation et transformation.

Dans ce contexte, l'un des ensembles de variables clés de la matrice est le niveau et la sophistication de l'écosystème d'innovation de défense d'un pays, qui peut être défini par un éventail de capacités d'innovation «dures» et «molles» : des structures de recherche et développement (R&D) et des pôles d'innovation aux facteurs non technologiques tels que les facteurs politiques, institutionnels, relationnels, sociaux et d'idéation. Ensemble, ces facteurs déterminent le niveau relatif des capacités nationales des États en matière de recherche et développement indépendants liés à la défense, de programmes scientifiques et technologiques (S&T), de production et de communautés qui soutiennent l'innovation. Nous assistons à l'exaltation du «double usage» des technologies, de leur intégration et de la réversibilité totale des usages «civils» et «militaires» de ces technologies. Or, comme nous le savons, cette intégration est l'antithèse de l'action qui oriente la transition technologique et numérique vers la transition énergétique et climatique et, à tout le moins, vers la réduction des inégalités sociales.

Il va de soi que l'utilisation des technologies numériques et de l'IA, notamment dans le domaine militaire, est parallèle et se renforce mutuellement avec leur utilisation dans le contrôle social, la surveillance et le contrôle profond et généralisé des comportements individuels et collectifs. Le rôle des sociétés Palantir et Anduril dans la gestion des flux d'information sur le champ de bataille et dans la société est bien connu et illustre les tendances actuelles.

L'utilisation par Israël de systèmes d'IA a fait l'objet de nombreux débats et imprègne l'ensemble de son appareil militaire, la conduite de la guerre à différents niveaux, sur différents terrains, de la manière la plus diverse, ainsi que son contrôle social généralisé dans les territoires de Gaza et de Cisjordanie.

En conclusion, la fin du traité New START intervient dans un contexte de transformation technologique extraordinaire de l'ensemble du secteur militaire, inextricablement liée aux oligopoles et aux centres de recherche qui ont été les fers de lance de cette innovation. Il s'agit de la nouvelle version de l'appareil militaro-industriel jadis dénoncé par le président Eisenhower, représentant un bond en avant considérable en termes de puissance, d'omniprésence et de complexité par rapport à ce qui était essentiellement le fruit du modèle industriel fordiste, lequel avait connu le bond en avant de la science à grande échelle avec le projet Manhattan.

La fusion des technologies numériques, de la vie, des matériaux et de tout le reste unit tous les domaines de conflit politique et social, comme nous l'avons déjà dit, dans ce processus global défini comme polycrise, dans lequel les mouvements et les revendications contre la guerre et contre la dérive autoritaire de tous les systèmes politiques, à commencer par ceux encore définis comme démocratiques, constituent une étape incontournable dans tout mouvement de libération contre l'état actuel des choses.

R.R

FOOT / COUPE DE LA CAF (6^e JOURNÉE)

LE CR BELOUIZDAD DOMINE L'AS OTOHO (2-1) ET CONSERVE LA TÊTE DU GROUPE (C)

Le CR Belouizdad a dominé l'AS Otoho (2-1, mi-temps 2-0), en match disputé dimanche soir au stade Nelson Mandela de Baraki (Alger), pour le compte de la sixième et dernière journée de la phase de poules (Groupe C).

Décidé à gagner pour conserver sa première place, le Chabab a démarré le match sur les chapeaux de roues et à réussi à ouvrir le score dès la 14e minute de jeu, grâce à Abdennour Belhocini, d'une belle tête piquée, après un centre tendu côté gauche de Naoufel Khacef, avant que Farid El Mellali ne double la mise à la 44e, suite à une belle passe d'Abderraouf Benguit. Malgré l'ampleur du score, les joueurs de l'AS Otoho n'ont pas abdiqué et ont continué à jouer avec le même rythme, jusqu'à voir leurs efforts récompensés par un but, signé Bandiougou Diallo à la 68e minute de jeu.

Mais le réveil des Congolais a été un peu trop tardif, car les Belouizdadi ont réussi préserver leur acquis jusqu'au coup de sifflet final, ce qui leur permet de rester en tête du Groupe (C), avec 15 points, devant leur adversaire du jour (2e/9 pts).

Dans l'autre match de ce groupe, le FC Stellenbosch d'Afrique du Sud a été tenu en échec à domicile par les Singida Black Stars de Tanzanie (0-0).

Mais ce résultat n'a pratiquement aucune valeur sur le plan comptable, car les deux billets qualificatifs pour les quarts de finale ont



été pris par le CRB et l'AS Otoho.

Le deuxième représentant algérien dans cette compétition, l'USM Alger, avait joué la veille, au stade du 5-Juillet, et malgré son nul vierge à domicile contre l'Olympique Club Safi (0-0), il avait réussi à conserver la première place du Groupe (A), avec 14 points, devant son adversaire du jour (2e/13 pts).

Le fait d'avoir terminé tous les deux en tête de leurs groupes res-

pectifs, le CRB et l'USMA sont assurés de ne pas se croiser en quarts de finale, dont le tirage au sort sera effectué le mardi 17 février courant au Caire (Egypte).

RS

BADMINTON - CHAMPIONNATS D'AFRIQUE 2026 LES ALGÉRIENNES EN BRONZE

La sélection nationale féminine de badminton a décroché deux médailles de bronze lors de la deuxième journée des championnats d'Afrique individuels, disputée dimanche à Gabarone au Botswana.

Les deux médailles de

bronze sont l'œuvre de Yasmine Chebbah (simple dames) et le duo Mazri Linda-Yasmine Chebbah aux épreuves de double.

De leur côté, le duo Koceila Maameri-Tenina Maameri (double mixte) et Koceila Maameri-Sabri Medal (double messieurs),

se sont qualifiés en finale.

Pour rappel, la sélection algérienne masculine a été sacrée championne d'Afrique par équipes pour la cinquième fois consécutive.

APS

LES CHAMPIONS D'AFRIQUE (GR.B/ 6^e ET DERNIÈRE JOURNÉE) LA JSK TERMINE SUR UNE DÉFAITE FACE À YOUNG AFRICANS (3-0)

La JS Kabylie, l'un des deux représentants algériens en Ligue des Champions d'Afrique de football, déjà éliminée, a bouclé la phase de groupes, en s'inclinant face aux Tanzaniens de Young Africans 3-0 (mi-temps : 1-0), dimanche au stade Amaan à Zanzibar, lors de la 6e et dernière journée (Gr.B).

Les locaux ont trouvé la faille peu avant la pause, sur un penalty transformé par l'attaquant international angolais Depu (36e).

En seconde période, la JSK a sombré en encaissant deux buts en l'espace de trois minutes seulement. Les Tanzaniens ont fait le break, de nouveau grâce à Depu (63e), qui signe un doublé, avant que ce dernier n'offre la balle du troisième but à Boka (66e).

L'entraîneur allemand des "Canaris", Josef Zinnbauer, a dû faire avec l'absence de trois cadres : le portier Hadid, le défenseur Benchaâa, et le milieu offensif Boudebouz.

Dans l'autre match du groupe B, les Egyptiens d'Al-Ahly SC et l'AS FAR se sont neutralisés au Caire (0-0).

A l'issue de cette ultime journée, Al-Ahly SC termine en tête avec 10 points, devant l'AS FAR (9 pts), et Young Africans (8 points), alors que la JSK ferme la marche avec 3 unités.

Le MC Alger, l'autre représentant algérien dans cette épreuve, a également été éliminé, en s'inclinant samedi face aux Sud-Africains de Mamelodi Sundowns (2-0), au stade Loftus Versfeld à Pretoria.

Le double champion d'Algérie, qui n'avait besoin que d'un seul point pour valider sa qualification, a terminé à la troisième place avec 7 points, derrière Al-Hilal SC du Soudan (11 pts) et Mamelodi Sundowns (9 pts). Les Congolais de St-Eloi Luopopo se sont classés à la quatrième et dernière position avec 5 unités.

RS

FOOT/ LIGUE 1 MOBILIS LOTFI AMROUCHE NOUVEL ENTRAÎNEUR DE L'ES SÉTIF (CLUB)

Le technicien algérien Lotfi Amrouche, est devenu le nouvel entraîneur de l'ES Sétif, en remplacement du Serbe Milutin Sredojevic dit "Micho", dont le contrat a été résilié à l'amiable, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis, dimanche dans un communiqué.

" Sur proposition du directeur sportif et à sa demande, la direction de l'ES Sétif annonce la résiliation à l'amiable du contrat avec l'entraîneur serbe Milutin Sredojevi? ainsi que son staff technique. La direction a nommé Lotfi Amrouche et son staff jusqu'à la fin de la saison ", indique le club.

Ce changement à la barre technique de l'Entente, intervient 48 heures après la défaite concédée vendredi en déplacement, dans le derby de l'Est face au CS Constantine (2-0), en ouverture de la 19e journée du championnat.

" La direction du club souhaite plein succès au nouveau staff afin de remettre l'équipe sur le chemin des victoires ", ajoute le communiqué, tout en adressant ses remerciements à l'entraîneur sortant et à son staff pour le travail accompli.

Lotfi Amrouche (47 ans) est le quatrième entraîneur de l'ESS depuis le début de l'exercice, après l'Allemand Antoine Hey, Taoufik Rouabah, et Micho.

Au classement, l'ES Sétif occupe la 13e place avec 20 points, à trois longueurs seulement de la zone de relégation, une situation qui place le club sous la menace directe de la lutte pour le maintien.

RS

FOOTBALL LANCÉMENT DU 2^e MODULE DE LA LICENCE CAF PRO À ALGER

La Direction technique nationale (DTN) de la Fédération algérienne de football (FAF) a lancé, samedi au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger), le deuxième module de la formation CAF PRO, diplôme délivré par la Confédération africaine de football (CAF), a indiqué l'instance fédérale sur son site officiel.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Directeur technique national de la FAF, Ali Moucer, qui a présenté aux candidats le parcours global de la formation ainsi que les principaux axes de ce deuxième module qui se poursuivra jusqu'à mardi. La supervision de ce deuxième module est assurée par le responsable du département technique régional de la FIFA, Belhassen Malouche, aux côtés d'Ali Moucer et de Karim Kaced, chef du département formation à la DTN. Cette première journée a également été marquée par la présence de l'ex-sélectionneur national Rabah Saadane, venu partager son riche parcours et prodiguer de précieux conseils aux stagiaires.

JUDO/CHAMPIONNAT D'ALGÉRIE 2026 LE CLUB OULED EL-BAHIA SACRÉ

Le club Ouled El Bahia d'Oran est sacré Champion d'Algérie de judo, devant le MC Alger et l'USM Alger, à l'issue du Championnat national individuel seniors, clôturé samedi soir à la salle omnisports du Complexe Olympique «Miloud Hafed» d'Oran. La formation oranaise de Ouled El Bahia a terminé la compétition avec un total de 10 médailles : 4 or et 6 bronze, devançant le Mouloudia d'Alger (3 or, 8 argent et 9 bronze), au moment où l'USM Alger a pris la troisième place avec 2 or, 3 argent et 2 bronze. L'entraîneur national Lyes Saker a estimé que le niveau de la compétition a été très élevé chez les messieurs et appréciable chez les dames. Cette compétition a constitué également une belle opportunité pour les judokas de l'équipe nationale, en prévision des échéances majeures à venir. Les Championnats d'Afrique individuels seniors auront lieu, les 24 et 25 avril 2026 prochain au Kenya, suivis par l'Open africain d'Alger, le 24 mai prochain.

APS

Escales sur le Web



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

DESSINE OULT LHEMMA ET MOUSSA AGMASTAN, POÈTES DU HOGGAR

Moussa et Dassine s'aimaient d'un amour fou au début des années 1900. Un amour qui va survivre au temps et aux épreuves.

Elle était princesse du Hoggar, il était l'Aménokal des Touareg, liés par un amour aussi profond que le mystère des immensités désertiques, et aussi beau que le lever de soleil sur le mont Iramane. Leur idylle a transcendé le temps pour nous parvenir, plus d'un siècle après, dans le chant de leurs poèmes dédiés à l'immortalité de l'amour. Pourtant, rien ne destinait Moussa Ag Amastan à la poésie. Né en 1867 dans une famille noble du Hoggar, formé à l'art de la guerre dès son jeune âge, il grandira dans le milieu désertique, hostile et plein d'incertitudes. Son intelligence, sa culture et son charisme le conduiront à devenir l'Aménokal de la Confédération du Hoggar de 1905 jusqu'à sa mort en 1920. Il combattrra les colonnes françaises qui voulaient soumettre les Touareg. Dassine oult Ihemma (et non Oult Yemma comme la désignent certains) était la sœur ainée de l'Aménokal qui a succédé à Moussa Ag Amastan, Akhamouk Ag Ihemma, qui dirigea les tribus du Hoggar de 1920 à 1941 et dont le fils, Bey Ag Akhamouk, sera le dernier vrai Aménokal du Hoggar, de 1950 jusqu'à sa mort à l'hôpital Maillot en 1975. De noble lignée, Dassine sera connue plutôt comme poétesse et joueuse d'imzad. Elle était la plus belle femme du Hoggar : grande, le teint clair, légèrement



brun, son visage est beau, ses yeux sont magnifiques, sa démarche est élégante et elle est d'une grande intelligence. Rares, ou même inexistantes, les femmes qui ont autant d'esprit que Dassine dans le Hoggar. Moussa et Dassine s'aimaient d'un amour fou au début des années 1900. Un amour qui va survivre au temps et aux épreuves. La poésie de Dassine berçait le cœur du grand Aménokal : "Tu es plus beau qu'un dattier chargé de fruits sucrés... Tu es plus émouvant qu'une promesse de pluie, tu es plus rayonnant que le cristal de glace au plus froid de l'hiver." Lui l'appelait la rose du Hoggar, la lune blanche, la fille de l'étoile, la sœur jumelle du soleil. Elle l'appelait

: le lion, le juste, le croyant, l'époux de ma pensée.... Pourtant, Dassine épousera un autre homme, Afelan, qui lui donnera un fils, Sidi Moussa le Lioneau. Était-ce pour fonder un foyer qu'elle préféra un homme aisné et stable à l'Aménokal, guerrier au cœur de poète ? Par désespoir, Moussa Ag Amastan la perçoit comme la colombe et l'hyène, le lit et la tombe, le ciel et l'enfer. Il s'éloigne. "Il a choisi la fièvre, les bêtes sauvages, les blessures, la lance glorieuse, la soif, la faim, le vent et l'aridité du désert." Il se lance dans la guerre, veut mourir en combattant et hurle dans le vent la rage de son amour englouti. Huit ans plus tard, Ag Amastan revient et trouve Das-

sine séparée de son mari qui a pris une autre épouse. "Je me suis abîmé dans ton amour comme dans une tombe, la vie s'est refermée sur moi." L'amour est intact : "Le désert lui-même n'est pas assez vaste pour séparer nos coeurs", avoue l'Aménokal. Dassine lui confie son fils Sidi Moussa, âgé de 16 ans, pour lui enseigner l'art de la guerre. L'adolescent part au combat et est tué deux ans après. Dassine s'enferme dans la solitude et le malheur. Ag Amastan est atterré par le désespoir de sa bien-aimée : "Qu'on m'ensevelisse dans l'infini du désert... À qui meurt d'amour immense, il faut un immense oubli." Moussa Ag Amastan, l'Aménokal du Hoggar, s'éteint le 23 décembre 1920. Abattue, celle qui n'a jamais cessé de l'aimer, lui adresse ces mots : "On est venu me dire que tu es mort, je monte sur la colline où est ton tombeau, je prends des pierres, j'enterre mon cœur, l'amour c'est pendant la vie qu'il se donne, à la mort on n'apporte que des pierres. La mort qui te fait les yeux creux et une bouche sans lèvres, te rendra auprès d'Allah ton visage de vie, l'amour est plus fort que la mort." En 1935, Dassine s'éteindra à son tour. La princesse et l'Aménokal du Hoggar reposent côté à côté à Tamanrasset, liés pour l'éternité par la force de l'amour et de la poésie.

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 14 février 2026

LA MÈRE DES 45 ORPHELINS

Qui parmi nous ne connaît pas Kheira Bent Bendaoud, de son vrai nom Belgaïd Kheira, née à Oran en 1911 d'une famille riche.

Cette brave et généreuse femme n'a pas hésité un seul instant à la proposition du Cheikh Zemouchi de Medersa El Falah de prendre en charge quelques orphelins dont les parents ont péri dans le massacre du 08 Mai 1945.

Elle a fait le déplacement jusqu'à Sétif pour récupérer 45 orphelins et de les ramener à Oran.

Cette notoriété lui causa une incarcération puis un exil vers Alger et sa mise en résidence surveillée dans le quartier de la Casbah.

Ce que je peux demander ou lancer un appel aux autorités locales, au moins un nom d'une rue ou d'un édifice public en signe de reconnaissance à une femme qui a risqué sa vie pour sauver 45 orphelins de la région de Sétif au lendemain des massacres perpétrés par l'armée coloniale, n'est pas trop demander !

C'est ce que souhaitent 74 ans après plusieurs de ces rescapés qui affirment aujourd'hui qu'ils ne doivent la vie qu'à cette femme qui a bravé les dangers.

Parmi eux, Amar Sebia, originaire de Beni Aziz, dans la wilaya de Sétif et qui se remémore encore cette tragédie tout en repensant à celle qui les a soustrait aux forces sanguinaires coloniales.

M. Sebia a tenu à revenir sur le parcours de Kheira Bent Bendaoud, qu'elle était militante du parti du peuple algérien (PPA), elle se trouvait au moment des faits dans le Constantinois.

Alertée par la présence d'enfants livrés à eux-mêmes et sans défense, elle avait décidé de les transférer sur Oran et les placer dans des familles aisées.

Sur place, elle avait rassemblé 45 orphelins tous en bas âge et avec l'appui de la Medersa

El Falah d'Oran, elle a décidé de les accompagner à bord d'un train en partance vers Alger avant de prendre un autre en direction d'Oran.

Sous l'impulsion de cette Medersa, située à la rue Emile Delord (Belamri Lahouari) à la Ville Nouvelle, le comité dirigé par Cheikh Saïd Zemouchi, avait pris toutes les dispositions pour un accueil chaleureux du train qui transportait les 45 orphelins en provenance de Sétif.

A la gare d'Oran, ce fut une liesse populaire, avec cependant beaucoup d'émotion, de recueillement et de compassion. Arrivés à la Medersa où devait s'effectuer la prise en charge des enfants, les familles d'accueil étaient dans l'attente.

Amar Sebia, ne peut en aucun cas oublier ses petits compagnons, dont plusieurs sont tombés aux champs d'honneur. M. Sebia dira que « cet acte de bravoure confortera ses convictions en ralliant dans un premier temps l'association des Oulémas, avant de s'engager corps et âme pendant la guerre de libération ». Durant son parcours, elle connaîtra d'authentiques patriotes, les défunts Kahloul, Cherfaoui, Hadj Ahmed Metahri et l'une des figures emblématiques d'Oran, Ould Kadi Setti, la fille de la célèbre Caïda Hallima. De leur vivant, ces derniers ont toujours témoigné de la générosité de Kheira et son sens aigu du sacrifice pour les autres, notamment les démunis. Cette notoriété ne laissera pas l'administration coloniale indifférente et la mettra dans son collimateur. Accusée d'actes subversifs, elle sera incarcérée, avant de la faire exiler vers la capitale en l'installant en résidence surveillée dans le quartier populaire de la Casbah sous l'autorité du gouverneur d'Alger.

En dépit de ces restrictions, cette femme sera en contacts secrets avec certains de ses compagnons, parmi lesquels un orphelin qu'elle fit venir de Sétif, en l'occurrence Mohamed



Achouri, qui ne l'a jamais abandonnée en lui rendant visite chaque jour pour l'informer de tout ce qui se passe sur la scène d'Oran.

Le fait d'être éloignée de sa ville natale était insupportable et cela s'est répercuté sur son état de santé en continue dégradation, au point où ses amis d'Oran ont pris attaché avec un haut officier de l'armée française pour lui demander de la transférer à Oran, ne serait-ce que pour des considérations humanitaires.

Cette doléance a été acceptée à condition que la résidence surveillée soit toujours maintenue.

Après plusieurs années, elle est libérée et ayant rejoint son domicile sis au quartier de Saint Antoine, elle mourra seule dans sa demeure en 1961 et ne fut découverte que deux jours après son décès.

Kheira bent Bendaoud a été enterrée au petit cimetière de Sidi-El-Hasni.

Elle avait juste.... 50 ans.

Publié par Salim Benblal sur Facebook, dans Tlemcen, histoire et nostalgie, le 13 février 2026

ENTRE NOUS



Horaires des prières

| | | | | |
|-------|-------|-------|---------|-------|
| Fajr | Dohr | Asr | Maghreb | Isha |
| 05:27 | 12:34 | 15:48 | 18:15 | 19:36 |

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DANS UNE ALLOCUTION AU SOMMET DE L'UA SUR LE SOUDAN

« LE DIALOGUE RESTE L'UNIQUE VOIE POLITIQUE PERTINENTE POUR L'INSTAURATION D'UNE PAIX DURABLE DANS LE SOUDAN DU SUD. »

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé, dimanche, une allocution aux participants à la réunion des chefs d'Etat et de Gouvernement du Comité ad hoc de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur le Soudan du Sud (C5), tenue en marge des travaux de la 39e session ordinaire du Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UA à Addis-Abeba (Ethiopie), lue en son nom par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, dont voici la traduction APS :

"Au nom d'Allah, Clément et Miséricordieux,
Prière et paix sur le plus noble des Messagers,

Excellence, Monsieur Cyril Ramaphosa, président de la République d'Afrique du Sud, Président du Comité ad hoc de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur le Soudan du Sud,

Excellence, Monsieur Salva Kiir Mayardit, président de la République du Soudan du Sud,

Excellences, Mesdames et Messieurs les chefs d'Etat et de Gouvernement,

Monsieur le Président de la Commission de l'Union africaine,
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi, tout d'abord, d'exprimer ma sincère gratitude et ma haute considération à Son Excellence, le Président de la République d'Afrique du Sud pour son aimable invitation et pour sa direction judicieuse des travaux de notre auguste comité (C5), qui se réunit aujourd'hui dans une conjoncture délicate et charnière que traverse le Soudan du Sud frère.

Je tiens également à présenter mes vifs remerciements aux autorités de la République du Soudan du Sud pour avoir facilité les travaux de ce comité, tout en réitérant l'entière solidarité de l'Algérie avec ce pays frère dans

ses efforts visant à parachever l'édification de ses institutions et à réaliser les aspirations de son peuple à vivre dans la paix et la prospérité.

Mesdames, Messieurs,

Nous nous réunissons aujourd'hui peu après l'importante visite ministérielle effectuée par la délégation du Groupe des Cinq (C5) à Juba, du 14 au 16 janvier 2026, une visite qui a constitué une étape cruciale pour s'enquérir directement des derniers développements sur la scène politique et sécuritaire, et évaluer le degré d'avancement dans la mise en œuvre des clauses de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud+, notamment à l'approche des importantes échéances électorales prévues à la fin de l'année en cours.

Partant des résultats de cette visite et de ce que nous avons perçu sur le terrain, nous insistons, depuis cette tribune, sur les piliers fondamentaux que nous jugeons indispensables pour assurer un passage sûr du Soudan du Sud frère vers la prochaine étape:

Premièrement: la nécessité du dialogue



et de l'inclusion, car nous avons la ferme conviction que le dialogue reste l'unique voie politique pertinente pour l'instauration d'une paix durable dans le Soudan du sud.

Ainsi, nous encourageons fortement toutes les parties signataires de l'Accord, mais aussi les groupes non signataires, à adopter une voie inclusive dans toutes les opérations préparatoires aux élections.

Le dialogue inclusif, représentant une issue vitale pour toutes les parties prenantes, doit être représentatif, sincère et constructif, visant à surmonter les différends et à unifier les vues sur l'avenir du pays. Dans ce cadre, nous saluons hautement l'initiative lancée par la République d'Afrique du sud, pays frère, en sa qualité de président du C5 pour abriter le dialogue politique entre les parties signataires de l'Accord revitalisé, tout comme nous exhortons toutes les parties concernées à une adhésion efficace et positive à cette initiative. Deuxièmement: une feuille de route électorale explicite dans le sillage des préparatifs pour les prochaines échéances. Nous exhortons ainsi le gouvernement du Soudan du sud à élaborer une feuille de route pratique et

minutieuse, renfermant des calendriers bien définis et réalisistes pour les étapes du processus électoral. Le succès de cette échéance historique exige impérativement la réunion de conditions adéquates pour des élections libres, régulières et transpa-

rentes permettant d'exprimer en toute sincérité la véritable volonté du peuple du Soudan du sud. Troisièmement: traiter les défis sécuritaires et unifier les forces. Le processus des arrangements sécuritaires demeure la pierre angulaire de l'instauration de la confiance et de la stabilité permanentes. Nous constatons, avec inquiétude, que le processus de formation et de redéploiement des +forces unifiées+ demeure confronté à des défis majeurs.

La lenteur dans ce processus vital entrave la mise en œuvre effective des dispositions sécuritaires, ce qui menace les acquis de la paix et entrave l'établissement d'un environnement propice pour les échéances politiques.

C'est pourquoi nous appelons les autorités compétentes à hâter la fourniture de l'appui logistique et financier nécessaire en vue d'accélérer l'unification et le déploiement des forces, pour leur permettre d'accomplir leurs missions de maintien de la sécurité, de protection des civils et de consécration de la souveraineté de la loi.

A cet effet, nous réitérons notre appel à la cessation immédiate de toutes les hostilités sur l'ensemble du pays, et exhortons toutes les parties à adhérer aux processus de trêve, en plaçant l'intérêt national au-dessus de toute considération.

Mesdames et Messieurs,

L'engagement de l'Algérie envers le Soudan du Sud ne date pas d'aujourd'hui,

mais il s'agit plutôt d'un engagement ferme et de principe qui a été concrétisé réellement lors de la présidence de l'Algérie du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) en août 2025, au cours de laquelle elle a conduit une mission sur le terrain à Juba du 10 au 12 du même mois. Cette mission a permis de recueillir des informations directes sur le processus de transition politique et de transmettre des messages profonds de solidarité au gouvernement et au peuple sud-soudanais. Notre délégation a eu l'honneur également de rencontrer Son Excellence le Président Salva Kiir, l'occasion de procéder à un examen approfondi de la situation politique et sécuritaire et de prospecter les étapes futures nécessaires au parachèvement du processus de transition dans les délais fixés.

Tout en réaffirmant son soutien indéfectible à la souveraineté, à l'unité et à l'intégrité territoriale du Soudan du Sud, l'Algérie appelle la communauté internationale, l'Union africaine et l'ensemble des Etats membres à intensifier leur soutien et leur accompagnement en faveur de ce pays frère.

Notre soutien doit être collectif et efficace, non seulement sur le plan politique, mais aussi en réponse à l'urgence humitaire.

Nous lançons ici un appel aux partenaires internationaux et aux donateurs pour qu'ils intensifient leurs efforts et fournissent un financement urgent et suffisant aux agences de secours afin de faire face à la crise humanitaire aiguë dont souffre une grande partie du peuple sud-soudanais.

En conclusion, l'Algérie, partant de son expérience nationale et de sa position régionale, affirme que la mise en œuvre intégrale et sérieuse des clauses de l'Accord revitalisé demeure l'approche la plus sûre pour réaliser une véritable réconciliation nationale et aplani les défis sécuritaires, politiques et humanitaires actuels.

La réussite du Soudan du Sud dans sa quête de stabilité et de prospérité est une réussite pour l'Afrique tout entière, et notre responsabilité collective nous impose de nous tenir unis aux côtés de nos frères jusqu'à ce qu'ils arrivent à bon port.

Je vous remercie de votre aimable attention,

Que la paix et la miséricorde d'Allah soient sur vous".

RA/APS

TÉLÉCOMMUNICATIONS

PREMIER EXERCICE SECTORIEL DE SIMULATION DE CYBERATTAQUES ET CYBER HACKATHON

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a organisé le premier exercice sectoriel de simulation de cyberattaques et cyber Hackathon, dans le cadre du renforcement de la préparation des institutions nationales face aux cybermenaces, indique dimanche un communiqué du ministère.

"Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a participé samedi aux activités de clôture du premier exercice sectoriel de simulation de cyberattaques et du cyber Hackathon, organisé par le ministère dans le cadre du renforcement de la préparation des institutions nationales face aux cybermenaces, avec la participation de toutes

les institutions du secteur", précise la même source.

Lors de son allocution, M. Zerrouki a précisé que "le renforcement de la cybersécurité constitue un pilier central pour réaliser une souveraineté numérique nationale, une des priorités stratégiques de l'Algérie dans le cadre de la transformation numérique accélérée".

Il a rappelé, à ce propos, "les orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, sur la nécessité de développer une stratégie nationale numérique intégrée fondée sur l'anticipation, le renforcement de la protection des systèmes d'information et la promotion d'une culture numérique citoyenne et responsa-

ble, garantissant la sécurité de l'espace cyberspatial national et la durabilité de son développement". Le ministre a également salué "le haut niveau technique des participants au Hackathon, reflétant le potentiel remarquable de la jeunesse algérienne", soulignant que l'investissement dans les jeunes talents "demeure un choix stratégique pour assurer la durabilité d'une transformation numérique sécurisée", ajoute le communiqué.

Dans ce sillage, il a particulièrement félicité "les étudiants de l'Ecole supérieure des technologies de l'information et de la communication et de la poste (ENSTICP), ainsi que tous les participants ayant contribué au succès de cette manifestation

scientifique et technique".

À noter que le programme de clôture de cette manifestation a inclus la simulation de plusieurs scénarios de cyberattaques, tels que "le phishing (hameçonnage), les rançongiciels et les attaques par déni de service", ainsi que la présentation et l'examen des résultats du cyberexercice.

Le programme a également compris "l'organisation d'une conférence thématique sur la cybersécurité et le développement des compétences face aux défis actuels, ainsi qu'un débat interactif avec le public pour répondre aux questions des participants", conclut le communiqué.

RA